



Rapport du deuxième trimestre 2025

RAPPORT FINANCIER POUR LE TRIMESTRE
CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2024

CAE



Communiqué

CAE publie ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2025

- Produits des activités ordinaires de 1 136,6 millions \$, par rapport à 1 050,0 millions \$ à l'exercice précédent
- Résultat par action (RPA) des activités poursuivies de 0,16 \$, par rapport à 0,17 \$ à l'exercice précédent
- RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,24 \$, par rapport à 0,26 \$ à l'exercice précédent
- Résultat opérationnel de 118,1 millions \$, par rapport à 97,7 millions \$ à l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽¹⁾ de 149,0 millions \$, par rapport à 135,6 millions \$ à l'exercice précédent
- Flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ de 140,0 millions \$, par rapport à 147,4 millions \$ à l'exercice précédent
- Prises de commandes ajustées⁽¹⁾ de 3,0 milliards \$ et carnet de commandes ajusté⁽¹⁾ record de 18,0 milliards \$
- Conclusion fructueuse de l'intégration d'AirCentre et du programme de restructuration à l'échelle de l'entreprise
- Après la clôture du trimestre, acquisition d'une participation majoritaire dans SIMCOM pour 230 millions \$ US et prolongation d'une entente de formation exclusive dans le domaine de l'aviation d'affaires avec Flexjet et les membres de son groupe pour en porter la durée à 15 ans
- La Société annonce également le [plan de relève pour le poste de chef de la direction](#)

Montréal (Canada), le 12 novembre 2024 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE inc. (« CAE » ou la « Société ») annonce aujourd'hui ses résultats financiers du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2024. La Société a également annoncé la conclusion de l'intégration de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre) et de son programme de restructuration à l'échelle de l'entreprise qui visait à rationaliser le modèle d'exploitation et le catalogue de CAE, à optimiser sa structure de coûts et à générer des gains d'efficacité.

« Je suis très satisfait des progrès réalisés au cours du trimestre, qui témoignent d'une exécution solide et d'une demande soutenue de la part du marché pour les solutions de nos secteurs Aviation civile et Défense et Sécurité. Dans le secteur Défense, nous avons réalisé une croissance marquée et une amélioration importante de la marge en tirant parti de nos améliorations structurelles et de la rationalisation de l'organisation », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous avons également réalisé de grands progrès pour atténuer le risque en achevant un ancien contrat du carnet de commandes de notre secteur Défense et pour assurer la croissance future en obtenant un contrat transformateur de 1,7 milliard \$ dans le cadre du Programme de formation du personnel navigant de l'avenir du Canada. »

« Malgré les défis à court terme au niveau de la chaîne d'approvisionnement qui entravent le secteur du transport aérien, les perspectives de croissance à long terme du secteur Civil demeurent solides, ce qui souligne la stratégie d'investissement convaincante de CAE. L'important investissement interne que nous avons annoncé la semaine dernière dans le but d'accroître notre participation dans SIMCOM renforcera notre présence sur le marché principal de la formation dans le domaine de l'aviation d'affaires, augmentera les revenus récurrents et renforcera notre engagement à fournir des solutions de formation de calibre mondial à un segment de clientèle essentiel. Propulsé par des prises de commandes consolidées ajustées de 3,0 milliards \$ et un carnet de commandes ajusté record de 18,0 milliards \$ pour le trimestre, l'avenir de CAE s'annonce exceptionnellement prometteur. »

Résultats consolidés

Au deuxième trimestre de l'exercice 2025, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 136,6 millions \$, comparativement à 1 050,0 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le RPA des activités poursuivies s'est établi à 0,16 \$ au deuxième trimestre, comparativement à 0,17 \$ à l'exercice précédent. Le RPA ajusté a totalisé 0,24 \$ au deuxième trimestre, comparativement à 0,26 \$ à l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel du trimestre s'est établi à 118,1 millions \$ (10,4 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), comparativement à 97,7 millions \$ (9,3 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent. Au deuxième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 149,0 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), par rapport à 135,6 millions \$ (12,9 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens et les résultats sont présentés sur la base des activités poursuivies, à moins d'indication contraire. Les chiffres de la période correspondante ont été retraités de façon à refléter les activités abandonnées.

Sommaire des résultats consolidés

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2025	T2-2024	Variation en %
Produits des activités ordinaires	1 136,6 \$	1 050,0 \$	8 %
Résultat opérationnel	118,1 \$	97,7 \$	21 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ⁽¹⁾	149,0 \$	135,6 \$	10 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires⁽¹⁾</i>	13,1 %	12,9 %	
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	52,5 \$	58,4 \$	(10) %
Résultat par action (RPA) des activités poursuivies	0,16 \$	0,17 \$	(6) %
RPA ajusté ⁽¹⁾	0,24 \$	0,26 \$	(8) %
Prises de commandes ajustées ⁽¹⁾	2 955,3 \$	1 145,1 \$	158 %
Carnet de commandes ajusté ⁽¹⁾	18 041,2 \$	11 773,1 \$	53 %

¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Aviation civile (Civil)

Pour le deuxième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 640,7 millions \$, par rapport à 572,6 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 94,7 millions \$ (14,8 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 88,4 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté a totalisé 115,9 millions \$ (18,1 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 114,3 millions \$ (20,0 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 18 simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation de ses centres de formation s'est établi à 70 %.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 693,3 millions \$, notamment une série d'accords de formation à long terme dans le domaine de l'aviation commerciale et d'affaires, des contrats pour des services aériens numériques et des contrats visant la vente de 16 FFS, dont 4 avions à fuselage étroit COMAC C919.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽¹⁾ du secteur Civil s'est établi à 1,08 pour le trimestre et à 1,23 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil s'établissait à 6,7 milliards \$ à la fin du trimestre.

Après la clôture du trimestre, CAE a annoncé qu'elle augmentera sa participation dans sa coentreprise existante SIMCOM Aviation Training (SIMCOM) en achetant la majorité des actions de SIMCOM auprès de Volo Sicuro pour une contrepartie de 230 millions \$ US, sous réserve des ajustements d'usage, devant être financée au moyen de la facilité de crédit existante et de l'encaisse de CAE. Dans le cadre de l'opération, Flexjet, LLC, partie apparentée de Volo Sicuro, conserve une participation minoritaire dans SIMCOM. En outre, CAE et SIMCOM ont prolongé chacune leur entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires respective avec Flexjet et les membres de son groupe pour une période de 5 ans. Ainsi, il en résulte une période d'exclusivité restante de 15 ans à l'égard des deux ententes.

Sommaire des résultats – Aviation civile

<i>(montants en millions)</i>	T2-2025	T2-2024	Variation en %
Produits des activités ordinaires	640,7 \$	572,6 \$	12 %
Résultat opérationnel	94,7 \$	88,4 \$	7 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	115,9 \$	114,3 \$	1 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	18,1 %	20,0 %	
Prises de commandes ajustées	693,3 \$	617,8 \$	12 %
Carnet de commandes ajusté	6 663,1 \$	5 903,1 \$	13 %

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	276	268	3 %
FFS dans le réseau de CAE	355	331	7 %
FFS livrés	18	11	64 %
Taux d'utilisation	70 %	71 %	(1) %

Défense et Sécurité (Défense)

Pour le deuxième trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 495,9 millions \$, par rapport à 477,4 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 23,4 millions \$ (4,7 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 9,3 millions \$ (1,9 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté a totalisé 33,1 millions \$ (6,7 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 21,3 millions \$ (4,5 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Le secteur Défense a obtenu ce trimestre des commandes d'une valeur de 2,3 milliards \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 4,56. Ce ratio s'est établi à 2,04 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les contrats non financés obtenus et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 11,4 milliards \$ à la fin du trimestre, en hausse par rapport à 10,4 milliards \$ à la fin du premier trimestre de l'exercice 2025. Au deuxième trimestre de l'exercice 2025, un montant de 1,7 milliard \$ a été ajouté au carnet de commandes ajusté par suite de l'obtention par CAE d'un contrat de sous-traitance de 25 ans accordé par SkyAlyne en soutien au Programme de formation du personnel navigant de l'avenir (FPNA) du Canada. En vertu de ce contrat de sous-traitance, CAE élaborera et fournira initialement une gamme de simulateurs et de dispositifs de formation pour les diverses flottes d'aéronefs achetées dans le cadre du programme FPNA. Ces dispositifs d'entraînement devraient être livrés au cours des cinq prochaines années. Comme elle l'a annoncé, en plus de ce contrat initial de sous-traitance d'environ 1,7 milliard \$, CAE devrait également signer une commande complémentaire à court terme portant sur des services de soutien liés à la maintenance. Le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense dans son ensemble demeure particulièrement solide, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 7,2 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats – Défense et Sécurité

<i>(montants en millions)</i>	T2-2025	T2-2024	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	495,9 \$	477,4 \$	4 %
Résultat opérationnel	23,4 \$	9,3 \$	152 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	33,1 \$	21,3 \$	55 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	6,7 %	4,5 %	
Prises de commandes ajustées	2 262,0 \$	527,3 \$	329 %
Carnet de commandes ajusté	11 378,1 \$	5 870,0 \$	94 %

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de 5,1 millions \$ relativement à l'intégration d'AirCentre, qui a été achevée au cours du trimestre considéré, ainsi que des coûts de 25,8 millions \$ dans le cadre de son programme de restructuration qui vise à rationaliser le modèle d'exploitation et le catalogue de CAE, à optimiser sa structure de coûts et à générer des gains d'efficacité. Nous avons achevé ce programme de restructuration au deuxième trimestre de l'exercice 2025 et ne comptons pas engager de coûts de restructuration supplémentaires. CAE s'attend à réaliser pleinement les économies annuelles connexes d'environ 20 millions \$ d'ici la fin du prochain exercice.

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 52,9 millions \$, comparativement à 49,5 millions \$ pour le trimestre précédent et à 47,1 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 10,4 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 16 %, par rapport à un taux négatif de 16 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté⁽¹⁾, qui s'entend du taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté, s'est établi à 18 % pour le trimestre, comparativement à 1 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif ajusté traduit essentiellement la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'actifs d'impôt différé non comptabilisés auparavant ainsi que la composition des produits des activités ordinaires provenant de différents territoires pour l'exercice considéré.

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont établis à 162,1 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 180,2 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ se sont établis à 140,0 millions \$ ce trimestre, comparativement à 147,4 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La diminution s'explique essentiellement par l'apport moindre du fonds de roulement hors trésorerie.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹⁾ ont totalisé 57,0 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁾ était de 3 064,9 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ était de 3,25 (2,97, abstraction faite des anciens contrats⁽¹⁾⁽²⁾). À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 129,7 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 3,41 (3,11, abstraction faite des anciens contrats).

Le rendement du capital utilisé ajusté⁽¹⁾ s'est établi 5,5 % pour le trimestre, comparativement à 5,7 % au trimestre précédent et à 7,1 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, CAE a racheté et annulé 392 730 actions ordinaires aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui a pris effet le 30 mai 2024, au prix moyen pondéré de 24,43 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 9,6 millions \$.

¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

²⁾ Au sein du secteur Défense, bon nombre de contrats à prix fixe offrent certains avantages et gains d'efficacité potentiels, mais peuvent également être marqués par l'évolution défavorable de la conjoncture économique, y compris les perturbations inattendues de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes, la disponibilité de la main-d'œuvre et les difficultés d'exécution. Ces risques peuvent entraîner des dépassements de coûts et une réduction des marges bénéficiaires ou des pertes. Bien que ces risques puissent souvent être gérés ou atténués, il y a huit anciens contrats distincts qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 ayant une structure de contrat à prix fixe, avec peu ou pas de disposition pour des hausses des coûts, et qui ont été plus lourdement touchés par ces risques (les « anciens contrats »).

Développement durable

Ce trimestre, CAE a reçu l'approbation de la SBTi (Science Based Targets Initiative) pour ses cibles de décarbonation, s'engageant à réduire de 85,7 % les émissions de portées 1 et 2 et de 32,5 % les émissions de portée 3 d'ici l'exercice 2033. Cette réalisation souligne l'engagement de CAE à l'égard du développement durable et de la gestion de l'environnement. Au cœur de cette réussite se trouve l'engagement de CAE envers sa chaîne de valeur dans sa démarche de développement durable par l'entremise de l'International Aerospace Environment Group (IAEG) et à titre de partenaire de lancement de Décarbore+, un OSBL qui vise à accélérer l'atteinte des cibles de décarbonation des organisations au Québec. Ces collaborations soulignent le leadership de CAE dans la promotion de pratiques et de changements durables dans l'ensemble de sa chaîne de valeur.

Par ailleurs, CAE a reçu le prix Altitude 2024 décerné par le Black Aviation Professionals Network, en reconnaissance de son apport et de son leadership dans la promotion de la diversité et de l'inclusion dans le secteur aéronautique.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au <https://www.cae.com/fr/developpement-durable/>.

Perspectives de la direction

Civil

La demande à long terme pour les solutions de formation aéronautique demeure intéressante et la Société demeure bien positionnée. Les problèmes d'approvisionnement des fabricants OEM se répercutent sur les prévisions relatives à la demande de formation des compagnies aériennes et demeurent un obstacle à court terme pour une partie des activités de formation dans le domaine de l'aviation commerciale de CAE. Malgré les retards que cela occasionne sur les produits des activités ordinaires qui devraient être tirés de la formation initiale des pilotes professionnels, la direction vise toujours une croissance annuelle d'environ 10 % du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil et prévoit une meilleure performance au second semestre de l'exercice. Les éléments favorables qui, selon la direction, devraient aider à compenser l'incidence des problèmes d'approvisionnement des fabricants OEM comprennent une relation provenant de la participation désormais plus importante dans SIMCOM, les bénéfices des initiatives de réduction des coûts et le caractère saisonnier favorable des activités au second semestre de l'exercice, ce qui est habituel pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires. De plus, l'accroissement de la rentabilité au sein des Solutions pour les opérations aériennes et l'augmentation des volumes et de la rentabilité provenant des livraisons de simulateurs de vol (FFS) devraient propulser le rendement du second semestre. La direction s'attend à ce que la marge opérationnelle sectorielle ajustée annuelle du secteur Civil s'établisse entre 22 % et 23 % et prévoit des possibilités de croissance en matière de volumes, d'efficacité et de composition des ventes bien supérieures à celles de l'exercice en cours.

Défense

La direction est d'avis que CAE est bien placée pour connaître une croissance à long terme et accroître sa rentabilité dans le secteur Défense, alors que le secteur amorce un cycle haussier prolongé en raison de l'augmentation des budgets dans les pays de l'OTAN et des pays alliés. L'intensification des tensions géopolitiques attire l'attention sur les menaces provenant d'adversaires de force comparable et la modernisation et la préparation de la défense, ce qui stimule la demande pour les solutions de formation et de simulation offertes par CAE. La demande pour les solutions d'entraînement du secteur Défense de CAE demeure forte, en raison de la pénurie mondiale de personnel en uniforme, ce qui incite les forces armées à s'associer à CAE pour soutenir leur préparation. Après avoir récemment redéfini le secteur Défense et pris en compte de manière substantielle le risque lié aux programmes précédemment relevé, la direction s'attend à une croissance annuelle des produits des activités ordinaires du secteur Défense se situant dans la fourchette inférieure du pourcentage à un chiffre et à une augmentation de sa marge opérationnelle sectorielle ajustée annuelle d'environ 6 % à 7 % pour l'exercice 2025, avec également des possibilités de croissance au-delà de l'exercice en cours. De même, la direction s'attend à ce que le rendement annuel du secteur Défense s'accroisse au cours de la deuxième moitié de l'exercice. En outre, après avoir achevé l'un des anciens contrats du secteur Défense au deuxième trimestre, la direction compte en faire de même avec deux autres contrats de ce type d'ici la fin de l'exercice.

Pour l'ensemble de CAE, la direction continue de viser une croissance du RPA sur trois ans (de l'exercice 2022 à l'exercice 2025) dans la fourchette médiane du pourcentage à deux chiffres.

Charges financières et charge d'impôt

La direction s'attend à ce que les charges financières annuelles soient similaires à celles de l'exercice 2024. Le taux d'imposition effectif annuel devrait être d'environ 25 %, compte tenu des produits des activités ordinaires attendus des divers territoires et de la mise en œuvre des politiques d'impôt mondial minimum.

Priorités équilibrées en matière de répartition du capital et investissements de croissance relatifs

CAE s'attend maintenant à ce que ses dépenses d'investissement en immobilisations totales pour l'exercice 2025 soient légèrement inférieures à la fourchette qu'elle avait indiquée précédemment, soit de 50 à 100 millions \$ de plus que celles de l'exercice 2024, qui ont totalisé 329,8 millions \$. Dans la foulée du succès continu de CAE à saisir les occasions d'affaires dans le domaine de la formation, environ les trois quarts de cette somme sont liés à des investissements de croissance interne dans des simulateurs qui seront déployés dans le réseau mondial de CAE, principalement les centres de formation aéronautique et soutenus par des contrats pluriannuels avec les clients.

Situation financière solide

L'un des principes à l'égard des priorités de CAE en matière de gestion du capital est le maintien d'une situation financière solide, et la Société s'attend à continuer de renforcer son bilan grâce au désendettement continu, à la mesure de son profil de placement de qualité. CAE cible un ratio d'endettement mesuré par la dette nette sur le BAIIA ajusté inférieur à trois (3) d'ici la clôture de l'exercice.

Rendement du capital investi à court terme pour les actionnaires

Compte tenu des progrès réalisés par CAE au cours des 12 derniers mois pour renforcer sa situation financière, une offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été établie dans le cadre de sa stratégie de gestion du capital et est actuellement destinée à être utilisée, au moment opportun, à même l'excédent de flux de trésorerie disponibles. À la lumière des perspectives de la Société et de la capacité de ses activités hautement récurrentes à générer de la trésorerie, le conseil d'administration de CAE continuera également d'évaluer la possibilité de réinstaurer un dividende à l'intention des actionnaires.

Mise en garde concernant les perspectives

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2025 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2024 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Veuillez consulter les sections intitulées « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs », « Hypothèses importantes » et « Risques importants », plus loin.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, qui sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov), pour obtenir une analyse plus détaillée de nos résultats sectoriels. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T2 de l'exercice 2025

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Constantino Malatesta, chef de la direction financière par intérim; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats demain à 8 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-844-763-8274 ou le +1-647-484-8814. Une diffusion audio en direct sera accessible sur le site Web de CAE à www.cae.com.

À propos de CAE

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires, et aux forces de défense et de sécurité de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec quelque 13 000 employés répartis dans plus de 240 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute fidélité possible ainsi que des programmes de formation alimentés par les technologies numériques. Nous intégrons le développement durable dans tout ce que nous faisons. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, notre capacité à retirer les anciens contrats comme prévu et à gérer et atténuer les risques qui y sont associés, l'incidence du retrait des anciens contrats, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquels pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 12 novembre 2024 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. L'information et les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont expressément visés par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent communiqué. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas s'y fier indûment. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 12 novembre 2024. Les répercussions

financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs sont présentés dans le présent communiqué dans le but d'aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers attendus pour l'exercice 2025 et à mieux comprendre l'environnement dans lequel nous prévoyons exercer nos activités. Les lecteurs sont avisés que cette information peut ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats tout en gérant les risques qui y sont associés, notre capacité à défendre notre position dans le cadre du différend avec l'acheteur de la division CAE Santé, ainsi que la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'augmentation de notre participation dans SIMCOM Aviation Training dans les délais prévus. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, conséquemment, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient donc être inexacts.

Risques importants

Les risques importants, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-tendus dans nos énoncés prospectifs, sont mentionnés dans le rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2024 et dans son rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Les lecteurs sont avisés que les risques énoncés pourraient avoir des effets nuisibles importants sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

Les calculs des mesures non conformes aux IFRS et les rapprochements avec les mesures les plus directement comparables selon les IFRS sont également présentés ci-après à la section « Calculs et rapprochements » du présent communiqué.

Mesures du rendement

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (tel qu'il est décrit à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (tel qu'il est décrit à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons ce ratio parce que nous estimons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (tel qu'il est décrit à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les dépenses en immobilisations incorporelles à l'exclusion des frais de développement inscrits à l'actif, les activités d'investissement sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (tel qu'il est décrit à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA (ou le BAIIA ajusté) des douze derniers mois. Nous les utilisons parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats, exclut également l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats enregistrée au quatrième trimestre de l'exercice 2024. Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats, est également pertinent pour mieux comprendre les détails et l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats sur notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique. La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

Mesures de la croissance

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus, mais il exclut toute partie des commandes qui ont été directement sous-traitées à une filiale de CAE, lesquelles sont déjà prises en compte dans la détermination des commandes engagées;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de FFS qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Par exemple, dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des FFS dans ce centre. Lorsqu'un FFS est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

Calculs et rapprochements

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>						
Résultat opérationnel	94,7 \$	88,4 \$	23,4 \$	9,3 \$	118,1 \$	97,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	21,2	25,9	9,7	12,0	30,9	37,9
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	115,9 \$	114,3 \$	33,1 \$	21,3 \$	149,0 \$	135,6 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 septembre	
	2024	2023
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	52,5 \$	58,4 \$
Résultat net des activités abandonnées	—	(2,2)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	23,7	29,0
Résultat net ajusté	76,2 \$	85,2 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	319,1	319,2
RPA ajusté	0,24 \$	0,26 \$

Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>	Trimestres clos les 30 septembre	
	2024	2023
Résultat avant impôt sur le résultat	65,2 \$	50,6 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	30,9	37,9
Résultat avant impôt sur le résultat ajusté	96,1 \$	88,5 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	10,4 \$	(8,3) \$
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	7,2	8,9
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	17,6 \$	0,6 \$
Taux d'imposition effectif	16 %	(16) %
Taux d'imposition effectif ajusté	18 %	1 %

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre	
	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	117,6 \$	113,1 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	44,5	67,1
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	162,1 \$	180,2 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(20,6)	(22,9)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	(7,7)	(3,6)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,2	0,2
Produit net tiré des (paiements nets versés aux) participations mises en équivalence	0,3	(12,9)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	6,8	10,5
Autres activités d'investissement	(1,1)	(4,0)
Incidence des activités abandonnées	—	(0,1)
Flux de trésorerie disponibles	140,0 \$	147,4 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 30 septembre	
	2024	2023
Résultat opérationnel	(184,7) \$	546,4 \$
Dotation aux amortissements	388,4	350,6
BAIIA	203,7 \$	897,0 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	135,0	72,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers		
Perte de valeur du goodwill	568,0	—
Perte de valeur de technologies et d'autres actifs financiers	35,7	—
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	9,8
BAIIA ajusté	942,4 \$	979,7 \$
Dette nette	3 064,9 \$	3 184,5 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	15,05	3,55
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	3,25	3,25

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 30 septembre	
	2024	2023
BAIIA ajusté	942,4 \$	979,7 \$
Incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats	90,3	—
BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats	1 032,7 \$	979,7 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats	2,97	3,25

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	30 septembre 2024	31 mars 2024
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 113,6 \$	2 006,5 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(179,7)	(160,1)
Passifs courants	(2 513,0)	(2 358,4)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	487,0	308,9
Fonds de roulement hors trésorerie	(92,1) \$	(203,1) \$
Immobilisations corporelles	2 623,0	2 515,6
Immobilisations incorporelles	3 279,0	3 271,9
Autres actifs non courants	2 111,2	2 040,1
Autres passifs non courants	(392,0)	(407,7)
Capital utilisé	7 529,1 \$	7 216,8 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	487,0 \$	308,9 \$
Dette à long terme	2 757,6	2 765,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(179,7)	(160,1)
Dette nette	3 064,9 \$	2 914,2 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 382,2	4 224,9
Participations ne donnant pas le contrôle	82,0	77,7
Capital utilisé	7 529,1 \$	7 216,8 \$

Pour les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les IFRS les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la section 11 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2024 (intégré par renvoi dans le présent communiqué) qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR (www.SEDARplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Activités poursuivies				
Produits des activités ordinaires	1 136,6 \$	1 050,0 \$	2 209,1 \$	2 062,0 \$
Coût des ventes	845,5	765,3	1 639,3	1 491,6
Marge brute	291,1 \$	284,7 \$	569,8 \$	570,4 \$
Frais de recherche et de développement	37,2	33,3	73,1	70,0
Frais de vente, généraux et d'administration	127,6	132,3	261,1	256,0
Autres (profits) et pertes	(2,7)	(2,2)	(3,6)	(3,6)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(20,0)	(14,3)	(44,0)	(30,9)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	30,9	37,9	56,5	52,9
Résultat opérationnel	118,1 \$	97,7 \$	226,7 \$	226,0 \$
Charges financières – montant net	52,9	47,1	102,4	100,2
Résultat avant impôt sur le résultat	65,2 \$	50,6 \$	124,3 \$	125,8 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	10,4	(8,3)	18,7	(0,4)
Résultat net des activités poursuivies	54,8 \$	58,9 \$	105,6 \$	126,2 \$
Résultat net des activités abandonnées	—	2,2	—	2,7
Résultat net	54,8 \$	61,1 \$	105,6 \$	128,9 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	52,5 \$	58,4 \$	100,8 \$	123,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,3	2,7	4,8	5,2
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué – activités poursuivies	0,16 \$	0,17 \$	0,32 \$	0,38 \$
De base et dilué – activités abandonnées	—	0,01	—	0,01

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Résultat net des activités poursuivies	54,8 \$	58,9 \$	105,6 \$	126,2 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	15,4 \$	68,7 \$	66,9 \$	(27,5) \$
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	24,4	(29,1)	5,3	(1,6)
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	—	—	(0,1)	(0,1)
Gain (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	5,7	(14,3)	(1,1)	(0,9)
Reclassement au résultat net de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie	1,6	2,5	4,9	3,1
Impôt sur le résultat	(1,1)	3,3	(2,1)	(4,0)
	46,0 \$	31,1 \$	73,8 \$	(31,0) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	(56,5) \$	33,4 \$	(54,2) \$	12,0 \$
Impôt sur le résultat	15,0	(8,9)	14,4	(3,2)
	(41,5) \$	24,5 \$	(39,8) \$	8,8 \$
Autres éléments du résultat global des activités poursuivies	4,5 \$	55,6 \$	34,0 \$	(22,2) \$
Résultat net des activités abandonnées	—	2,2	—	2,7
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées	—	3,0	—	1,4
Total du résultat global	59,3 \$	119,7 \$	139,6 \$	108,1 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	56,9 \$	116,0 \$	134,2 \$	103,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,4	3,7	5,4	4,9

État consolidé de la situation financière

(Non audité)

(montants en millions de dollars canadiens)

	30 septembre 2024	31 mars 2024
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	179,7 \$	160,1 \$
Créances clients	577,6	624,7
Actifs sur contrat	555,5	537,6
Stocks	633,8	573,6
Acomptes	86,0	68,0
Impôt sur le résultat à recouvrer	71,4	35,3
Actifs financiers dérivés	9,6	7,2
Total de l'actif courant	2 113,6 \$	2 006,5 \$
Immobilisations corporelles	2 623,0	2 515,6
Actifs au titre des droits d'utilisation	629,7	545,8
Immobilisations incorporelles	3 279,0	3 271,9
Investissement dans les participations mises en équivalence	622,2	588,8
Actifs au titre des avantages du personnel	11,9	65,7
Actifs d'impôt différé	256,3	233,3
Actifs financiers dérivés	6,8	4,2
Autres actifs non courants	584,3	602,3
Total de l'actif	10 126,8 \$	9 834,1 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	955,3 \$	1 035,3 \$
Provisions	47,3	42,6
Impôt sur le résultat à payer	29,5	31,1
Passifs sur contrat	978,0	911,7
Partie courante de la dette à long terme	487,0	308,9
Passifs financiers dérivés	15,9	28,8
Total du passif courant	2 513,0 \$	2 358,4 \$
Provisions	13,6	14,0
Dette à long terme	2 757,6	2 765,4
Obligations au titre des redevances	65,8	74,4
Obligations au titre des avantages du personnel	116,4	98,7
Passifs d'impôt différé	38,8	36,6
Passifs financiers dérivés	0,8	2,9
Autres passifs non courants	156,6	181,1
Total du passif	5 662,6 \$	5 531,5 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 275,3 \$	2 252,9 \$
Surplus d'apport	71,3	55,4
Cumul des autres éléments du résultat global	227,2	154,0
Résultats non distribués	1 808,4	1 762,6
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 382,2 \$	4 224,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	82,0	77,7
Total des capitaux propres	4 464,2 \$	4 302,6 \$
Total du passif et des capitaux propres	10 126,8 \$	9 834,1 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

*(Non audité)**Semestre clos le 30 septembre 2024**(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)*

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués	Total		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée							
Soldes au 31 mars 2024	318 312 233	2 252,9 \$	55,4 \$	154,0 \$	1 762,6 \$	4 224,9 \$	77,7 \$	4 302,6 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	100,8 \$	100,8 \$	4,8 \$	105,6 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	73,2	(39,8)	33,4	0,6	34,0	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	73,2 \$	61,0 \$	134,2 \$	5,4 \$	139,6 \$	
Exercice d'options sur actions	1 092 050	27,3	(3,5)	—	—	23,8	—	23,8	
Règlement des attributions réglées en instruments de capitaux propres	42 086	1,2	(1,2)	—	—	—	—	—	
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(856 230)	(6,1)	—	—	(15,2)	(21,3)	—	(21,3)	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	—	—	20,6	—	—	20,6	—	20,6	
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(1,1)	(1,1)	
Soldes au 30 septembre 2024	318 590 139	2 275,3 \$	71,3 \$	227,2 \$	1 808,4 \$	4 382,2 \$	82,0 \$	4 464,2 \$	

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

*Semestre clos le 30 septembre 2023**(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)*

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués	Total		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée							
Soldes au 31 mars 2023	317 906 290	2 243,6 \$	42,1 \$	167,2 \$	2 054,8 \$	4 507,7 \$	81,2 \$	4 588,9 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	123,7 \$	123,7 \$	5,2 \$	128,9 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(29,3)	8,8	(20,5)	(0,3)	(20,8)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(29,3) \$	132,5 \$	103,2 \$	4,9 \$	108,1 \$	
Exercice d'options sur actions	364 268	8,2	(1,3)	—	—	6,9	—	6,9	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	—	—	15,1	—	—	15,1	—	15,1	
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(3,1)	(3,1)	
Soldes au 30 septembre 2023	318 270 558	2 251,8 \$	55,9 \$	137,9 \$	2 187,3 \$	4 632,9 \$	83,0 \$	4 715,9 \$	

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	2024	2023
Activités opérationnelles		
Résultat net	105,6 \$	128,9 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	197,9	183,4
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(44,0)	(30,9)
Impôt sur le résultat différé	(8,0)	(39,2)
Crédits d'impôt à l'investissement	(8,7)	(2,3)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	20,6	15,1
Régimes de retraite à prestations définies	17,2	1,1
Autres passifs non courants	(4,7)	(4,8)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(13,6)	(18,2)
Autres	(17,5)	10,4
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(95,6)	(112,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	149,2 \$	130,9 \$
Activités d'investissement		
Dépenses en immobilisations corporelles	(149,6) \$	(152,5) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,9	3,6
Dépenses en immobilisations incorporelles	(53,0)	(72,3)
Paiements nets reçus des (versés aux) participations mises en équivalence	0,4	(25,6)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	17,3	17,1
Autres	(0,8)	(1,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(183,8) \$	(231,0) \$
Activités de financement		
Produit net tiré des (remboursement net sur les) prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	87,0 \$	(279,5) \$
Produit tiré de la dette à long terme	19,5	417,5
Remboursement sur la dette à long terme	(36,3)	(33,5)
Remboursement sur les obligations locatives	(27,7)	(44,7)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	23,8	6,9
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(21,3)	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	45,0 \$	66,7 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9,2 \$	(2,7) \$
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	19,6 \$	(36,1) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	160,1	217,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	179,7 \$	181,5 \$

Personnes-ressources

Médias

Samantha Golinski

Vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales

+1 438-805-5856, samantha.golinski@cae.com

Relations avec les investisseurs

Andrew Arnovitz

Vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise

+1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Table des matières

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
6	3. À propos de CAE
7	4. Variations du change
8	5. Résultats consolidés
13	6. Résultats par secteur
18	7. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
19	8. Situation financière consolidée
21	9. Activités abandonnées
22	10. Risques et incertitudes liés à nos activités
23	11. Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires
28	12. Événement postérieur à la date de clôture
29	13. Modifications de méthodes comptables
29	14. Contrôle interne à l'égard de l'information financière
30	15. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

31	État consolidé du résultat net
32	État consolidé du résultat global
33	État consolidé de la situation financière
34	État consolidé des variations des capitaux propres
35	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

36	Note 1 - Nature des activités et méthodes comptables significatives
37	Note 2 - Activités abandonnées
38	Note 3 - Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
40	Note 4 - Autres (profits) et pertes
40	Note 5 - Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition
41	Note 6 - Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
41	Note 7 - Impôt minimum mondial (Pilier deux)
41	Note 8 - Capital-actions et résultat par action
42	Note 9 - Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
43	Note 10 - Éventualités
43	Note 11 - Juste valeur des instruments financiers
44	Note 12 - Événement postérieur à la date de clôture

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 septembre 2024

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2025

<i>(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU ajusté et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)</i>	T2-2025	T2-2024	Variation en \$	Variation en %
Rendement				
Produits des activités ordinaires	1 136,6 \$	1 050,0 \$	86,6 \$	8 %
Résultat opérationnel	118,1 \$	97,7 \$	20,4 \$	21 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ¹	149,0 \$	135,6 \$	13,4 \$	10 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	52,5 \$	58,4 \$	(5,9) \$	(10) %
Résultat de base et dilué par action (RPA) – activités poursuivies	0,16 \$	0,17 \$	(0,01) \$	(6) %
RPA ajusté ¹	0,24 \$	0,26 \$	(0,02) \$	(8) %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	162,1 \$	180,2 \$	(18,1) \$	(10) %
Flux de trésorerie disponibles ¹	140,0 \$	147,4 \$	(7,4) \$	(5) %
Liquidités et structure du capital				
Capital utilisé ¹	7 529,1 \$	7 900,4 \$	(371,3) \$	(5) %
Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté ¹	5,5 %	7,1 %		
Total de la dette	3 244,6 \$	3 366,0 \$	(121,4) \$	(4) %
Dette nette ¹	3 064,9 \$	3 184,5 \$	(119,6) \$	(4) %
Croissance				
Prises de commandes ajustées ¹	2 955,3 \$	1 145,1 \$	1 810,2 \$	158 %
Carnet de commandes ajusté ¹	18 041,2 \$	11 773,1 \$	6 268,1 \$	53 %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes ¹	2,60	1,09		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes pour les 12 derniers mois	1,57	1,11		

PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2025

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2025	T2-2024	Variation en \$	Variation en %
Rendement				
Produits des activités ordinaires	2 209,1 \$	2 062,0 \$	147,1 \$	7 %
Résultat opérationnel	226,7 \$	226,0 \$	0,7 \$	— %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	283,2 \$	278,9 \$	4,3 \$	2 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	100,8 \$	123,7 \$	(22,9) \$	(19) %
RPA de base et dilué – activités poursuivies	0,32 \$	0,38 \$	(0,06) \$	(16) %
RPA ajusté	0,45 \$	0,51 \$	(0,06) \$	(12) %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	149,2 \$	130,9 \$	18,3 \$	14 %
Flux de trésorerie disponibles	114,7 \$	37,1 \$	77,6 \$	209 %

Les chiffres comparatifs ont été reclassés de manière à refléter les activités abandonnées.

¹ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 5 novembre 2024, nous avons augmenté notre participation dans notre coentreprise existante SIMCOM Aviation Training (SIMCOM) en achetant une participation supplémentaire auprès de Volo Sicuro pour une contrepartie en espèces de 230 millions \$ US, sous réserve des ajustements d'usage, financée au moyen de notre facilité de crédit existante et de notre encaisse. En conséquence, nous avons obtenu le contrôle des quatre centres de formation de SIMCOM situés aux États-Unis, dispensant de la formation aux pilotes au moyen de plusieurs plateformes d'aéronefs d'affaires. En outre, CAE et SIMCOM ont prolongé leur entente actuelle exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires avec Flexjet, LLC, une partie liée à Volo Sicuro, et les membres de son groupe pour une période de cinq ans, entraînant une période d'exclusivité restante de 15 ans.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport de gestion, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice* et *2025* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2025;
- *Le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2024;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 12 novembre 2024. Il est destiné à améliorer la compréhension de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et des notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2024 et doit donc être lu conjointement avec le présent document et nos états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2024. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre rendement et notre situation financière au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2025. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les normes IFRS de comptabilité (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à notre rapport de gestion annuel de l'exercice clos le 31 mars 2024, qui vous fournit un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction et présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre mission;
- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Activités abandonnées;
- Risques et incertitudes liés à nos activités;
- Transactions avec des parties liées;
- Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôle interne à l'égard de l'information financière;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration (le conseil).

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Mesures du rendement

- Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté;
- Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Taux d'imposition effectif ajusté;
- Résultat net ajusté;
- Résultat par action (RPA) ajusté;
- BAIIA et BAIIA ajusté;
- Flux de trésorerie disponibles.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

- Fonds de roulement hors trésorerie;
- Capital utilisé;
- Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté;
- Dette nette;
- Ratio de la dette nette sur les capitaux propres;
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté;
- Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance.

Mesures de la croissance

- Prises de commandes ajustées;
- Carnet de commandes ajusté;
- Ratio valeur comptable des commandes/ventes.

Les définitions de toutes les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la section 11.1 « *Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent rapport de gestion afin de permettre au lecteur de mieux comprendre les indicateurs utilisés par la direction. En outre, le cas échéant, nous fournissons un rapprochement quantitatif des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières avec la mesure la plus directement comparable selon les IFRS. Veuillez vous reporter à la section 11.1 « *Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » pour des renvois vers ces rapprochements.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport de gestion présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- S'il est probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, notre capacité à retirer les anciens contrats (tels que définis à la section 6.2 « *Défense et Sécurité* » du présent rapport de gestion) comme prévu et à gérer et atténuer les risques qui y sont associés, l'incidence du retrait des anciens contrats ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques. Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de telles différences comprennent notamment les risques stratégiques, comme l'incertitude géopolitique, la conjoncture économique mondiale, la concurrence commerciale, le rapport de force et l'empiétement des fabricants d'équipement d'origine (OEM), l'inflation, la portée internationale de nos activités, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les contraintes du secteur de l'aviation civile, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les activités de recherche et de développement (R-D), l'évolution des normes et l'innovation et la perturbation technologiques, la durée du cycle de vente, le développement des affaires et l'attribution de nouveaux contrats, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, le risque que nous ne puissions garantir aux investisseurs que nous gérerons efficacement notre croissance, les estimations des occasions sur le marché et les priorités concurrentes; les risques opérationnels, comme les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la gestion et l'exécution des programmes, les fusions et acquisitions, la continuité des activités, les sous-traitants, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, notre dépendance continue à l'égard de certaines parties et informations, ainsi que la santé et la sécurité; les risques de cybersécurité; les risques liés aux talents, comme le recrutement, le perfectionnement et la rétention, la capacité d'attirer, de recruter et de retenir les membres du personnel et de la direction clés, la culture d'entreprise et les relations de travail; les risques financiers, comme la disponibilité du capital, le risque de crédit des clients, les variations du change, l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, le risque de liquidité, la volatilité des taux d'intérêt, le rendement du capital investi pour les actionnaires, l'activisme des actionnaires, les estimations comptables, le risque de dépréciation, la capitalisation des régimes de retraite, l'endettement, les coûts d'acquisition et d'intégration, les ventes d'actions ordinaires additionnelles, les cours du marché et la volatilité de nos actions ordinaires, le caractère saisonnier des activités, les questions fiscales et le carnet de commandes ajusté; les risques légaux et réglementaires, comme les droits en matière de données et la gouvernance des données, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la conformité avec les lois et règlements, les lacunes potentielles de la couverture d'assurance, les passifs liés aux produits, les lois et règlements sur l'environnement, les contrôles et enquêtes publics, la protection de nos droits de propriété intellectuelle et de notre marque, la propriété intellectuelle de tiers, le statut d'émetteur privé étranger, et l'exercice de recours en responsabilité civile à l'encontre de nos administrateurs et dirigeants; les risques ESG, comme les événements climatiques extrêmes et l'incidence des catastrophes naturelles ou autres (y compris les répercussions des changements climatiques), ainsi que la surveillance accrue des questions ESG et les écarts de perception à cet égard; les risques d'atteinte à la réputation; et les risques technologiques, comme les technologies de l'information (TI) et la dépendance envers des tiers fournisseurs pour la gestion des systèmes et de l'infrastructure de technologie de l'information. La liste qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur le rendement ou les résultats de CAE. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liés à nos activités sont présentées à la section 10 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » du présent rapport de gestion de même que dans notre rapport financier de l'exercice 2024. Les lecteurs sont avisés que l'un des risques énoncés pourrait avoir des effets nuisibles importants sur les énoncés prospectifs de CAE. Les lecteurs sont également avisés que les risques mentionnés plus haut et ailleurs dans le présent rapport de gestion ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont expressément visés par cette mise en garde.

De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent rapport de gestion. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés.

HYPOTHÈSES IMPORTANTES

Les énoncés prospectifs dans le présent rapport de gestion sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats tout en gérant les risques qui y sont associés, notre capacité à défendre notre position dans le cadre du différend avec l'acheteur de la division CAE Santé, ainsi que la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'augmentation de notre participation dans SIMCOM Aviation Training dans les délais prévus. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent rapport de gestion et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient se révéler inexacts. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent rapport de gestion, veuillez vous reporter à la section 10 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » du présent rapport de gestion et de notre rapport de gestion annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires, et aux forces de défense et de sécurité de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec quelque 13 000 employés répartis dans plus de 240 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute fidélité possible ainsi que des programmes de formation alimentés par les technologies numériques. Nous intégrons le développement durable dans tout ce que nous faisons. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE), sous le symbole CAE.

3.2 Notre mission

Être à l'avant-plan de l'immersion numérique grâce à des solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques qui rendent le monde plus sécuritaire.

3.3 Notre vision

Être le partenaire de choix partout dans le monde dans les domaines de l'Aviation civile et de la Défense et Sécurité en révolutionnant la formation et les opérations critiques de nos clients grâce à des solutions numériques immersives qui améliorent la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.4 Notre stratégie

Les quatre piliers stratégiques de CAE

Quatre piliers fondamentaux sous-tendent notre stratégie et notre stratégie d'investissement :

- Croissance efficiente;
- Leadership technologique et commercial;
- Révolution de la formation et des opérations critiques;
- Compétences et culture.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 3.4 « *Notre stratégie* » du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2024, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

3.5 Nos activités

Nous gérons nos activités en deux secteurs :

- Aviation civile – Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des solutions axées sur les opérations aériennes. Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location financement d'appareils;
- Défense et Sécurité – Nous sommes un fournisseur mondial de solutions d'entraînement et de simulation évolutives, peu importe la plateforme, qui permettent et rehaussent la préparation et la sécurité des forces armées. Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier.

Aucun changement important n'a été apporté à nos activités depuis la clôture de l'exercice 2024. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 3.5 « *Nos activités* » du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2024, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes ajusté en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2024	30 juin 2024	Augmentation / (diminution)	31 mars 2024	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,35	1,37	(1) %	1,35	— %
Euro (€)	1,51	1,47	3 %	1,46	3 %
Livre sterling (£)	1,81	1,73	5 %	1,71	6 %

Nous avons utilisé les taux de change moyens trimestriels et semestriels présentés ci-dessous pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges pour les périodes indiquées :

	Trimestres clos les 30 septembre		Augmentation / (diminution)	Semestres clos les 30 septembre		Augmentation / (diminution)
	2024	2023		2024	2023	
Dollar américain (\$ US)	1,36	1,34	1 %	1,37	1,34	2 %
Euro (€)	1,50	1,46	3 %	1,49	1,46	2 %
Livre sterling (£)	1,77	1,70	4 %	1,75	1,69	3 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 15,4 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 1,4 million \$ du résultat opérationnel sectoriel ajusté pour le trimestre par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024. Pour le premier semestre de l'exercice 2025, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 27,9 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 2,8 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel ajusté par rapport au premier semestre de l'exercice 2024. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel ajusté libellés en monnaie étrangère de nos établissements à l'étranger pour le trimestre aux taux de change mensuels moyens du deuxième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé. Vous trouverez un complément d'information sur notre exposition aux monnaies étrangères et nos stratégies de couverture à la section 10 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

5. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

5.1 Résultat opérationnel – Deuxième trimestre de l'exercice 2025

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2025	T1-2025	T4-2024	T3-2024	T2-2024
Activités poursuivies					
Produits des activités ordinaires	1 136,6	1 072,5	1 126,3	1 094,5	1 050,0 \$
Coût des ventes	845,5	793,8	844,8	791,9	765,3 \$
Marge brute	291,1	278,7	281,5	302,6	284,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires²</i>	25,6	26,0	25,0	27,6	27,1 %
Frais de recherche et de développement	37,2	35,9	41,7	38,1	33,3 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	127,6	133,5	138,1	140,9	132,3 \$
Autres (profits) et pertes	(2,7)	(0,9)	36,3	(4,8)	(2,2) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(20,0)	(24,0)	(24,6)	(16,7)	(14,3) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	30,9	25,6	55,0	23,5	37,9 \$
Perte de valeur du goodwill	—	—	568,0	—	— \$
Résultat opérationnel	118,1	108,6	(533,0)	121,6	97,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires²</i>	10,4	10,1	—	11,1	9,3 %
Charges financières – montant net	52,9	49,5	52,4	52,4	47,1 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	65,2	59,1	(585,4)	69,2	50,6 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	10,4	8,3	(80,6)	8,2	(8,3) \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition effectif)</i>	16	14	14	12	(16) %
Résultat net des activités poursuivies	54,8	50,8	(504,8)	61,0	58,9 \$
Résultat net des activités abandonnées	—	—	20,5	(1,9)	2,2 \$
Résultat net	54,8	50,8	(484,3)	59,1	61,1 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	52,5	48,3	(484,2)	56,5	58,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,3	2,5	(0,1)	2,6	2,7 \$
	54,8	50,8	(484,3)	59,1	61,1 \$
RPA attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	0,16	0,15	(1,58)	0,18	0,17 \$
De base et dilué – activités abandonnées	—	—	0,06	(0,01)	0,01 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ²	149,0	134,2	125,7	145,1	135,6 \$
Résultat net ajusté ²	76,2	67,8	38,7	76,6	85,2 \$
RPA ajusté ²	0,24	0,21	0,12	0,24	0,26 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 8 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 136,6 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 86,6 millions \$, ou 8 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024. Pour le premier semestre de l'exercice 2025, les produits des activités ordinaires se sont établis à 2 209,1 millions \$, en hausse de 147,1 millions \$, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

² Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

La variation des produits des activités ordinaires sectoriels s'établit comme suit :

(montants en millions) Trimestres clos les 30 septembre	2024	2023	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	640,7 \$	572,6 \$	68,1 \$	12 %
Défense et Sécurité	495,9	477,4	18,5	4 %
Produits des activités ordinaires	1 136,6 \$	1 050,0 \$	86,6 \$	8 %

Semestres clos les 30 septembre	2024	2023	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	1 228,3 \$	1 112,9 \$	115,4 \$	10 %
Défense et Sécurité	980,8	949,1	31,7	3 %
Produits des activités ordinaires	2 209,1 \$	2 062,0 \$	147,1 \$	7 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

Marge brute en hausse de 2 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024

La marge brute s'est établie à 291,1 millions \$ pour le trimestre (25,6 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 284,7 millions \$ (27,1 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024. L'augmentation de la marge brute par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024 s'explique par la hausse de la marge brute du secteur Défense et Sécurité, neutralisée en partie par la baisse de la marge brute du secteur Aviation civile. La hausse enregistrée pour le secteur Défense et Sécurité s'explique principalement par l'augmentation de l'activité à l'égard de nos programmes nord-américains et européens ainsi que par leur rentabilité accrue. La baisse enregistrée pour le secteur Aviation civile traduit en grande partie l'apport moindre des services de formation dans le domaine de l'aviation commerciale du fait de la combinaison moins favorable de ventes et de la diminution du taux d'utilisation découlant de la réduction de la demande de formation initiale, contrebalancé en partie par l'apport accru des ventes de simulateurs du fait de l'augmentation des livraisons.

Pour le premier semestre de l'exercice 2025, la marge brute a totalisé 569,8 millions \$ (25,8 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 570,4 millions \$ (27,7 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. La diminution de la marge brute par rapport au premier semestre de l'exercice 2024 s'explique par la baisse de la marge brute du secteur Aviation civile, neutralisée par la hausse de la marge brute du secteur Défense et Sécurité. La baisse enregistrée pour le secteur Aviation civile s'explique principalement par l'apport moindre des services de formation dans le domaine de l'aviation commerciale du fait de la combinaison moins favorable de ventes et de la diminution du taux d'utilisation découlant de la réduction de la demande de formation initiale, ainsi que par l'apport moindre des solutions axées sur les opérations aériennes en raison du niveau plus élevé de conversions aux logiciels-services (SaaS), facteurs neutralisés en partie par l'apport accru des ventes de simulateurs du fait de l'augmentation des livraisons et par l'apport plus élevé des services de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires découlant de l'accroissement du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans notre réseau. La hausse enregistrée pour le secteur Défense et Sécurité est essentiellement attribuable à la rentabilité accrue de nos programmes nord-américains et européens.

Résultat opérationnel en hausse de 21 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 118,1 millions \$ (10,4 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 97,7 millions \$ (9,3 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024. Pour le premier semestre de l'exercice 2025, il s'est établi à 226,7 millions \$ (10,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 226,0 millions \$ (11,0 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La variation du résultat opérationnel sectoriel s'établit comme suit :

(montants en millions) Trimestres clos les 30 septembre	2024	2023	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	94,7 \$	88,4 \$	6,3 \$	7 %
Défense et Sécurité	23,4	9,3	14,1	152 %
Résultat opérationnel	118,1 \$	97,7 \$	20,4 \$	21 %

Semestres clos les 30 septembre	2024	2023	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	184,5 \$	194,0 \$	(9,5) \$	(5) %
Défense et Sécurité	42,2	32,0	10,2	32 %
Résultat opérationnel	226,7 \$	226,0 \$	0,7 \$	— %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 10 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 149,0 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 135,6 millions \$ (12,9 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024. Pour le premier semestre de l'exercice 2025, le résultat opérationnel sectoriel ajusté a totalisé 283,2 millions \$ (12,8 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 278,9 millions \$ (13,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La variation du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

(montants en millions) Trimestres clos les 30 septembre	2024	2023	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	115,9 \$	114,3 \$	1,6 \$	1 %
Défense et Sécurité	33,1	21,3	11,8	55 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	149,0 \$	135,6 \$	13,4 \$	10 %

Semestres clos les 30 septembre	2024	2023	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	222,3 \$	233,3 \$	(11,0) \$	(5) %
Défense et Sécurité	60,9	45,6	15,3	34 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	283,2 \$	278,9 \$	4,3 \$	2 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

Montant net des charges financières en hausse de 12 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024

Le montant net des charges financières s'est établi à 52,9 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 47,1 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024. La hausse est essentiellement imputable à l'augmentation des charges financières liées aux obligations locatives en soutien aux expansions du réseau de formation, neutralisée en partie par la baisse des charges financières liées à la dette à long terme du fait de la diminution du niveau d'emprunts durant la période.

Pour le premier semestre de l'exercice 2025, le montant net des charges financières s'est établi à 102,4 millions \$, en hausse de 2,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement imputable à l'augmentation des charges financières liées aux obligations locatives en soutien aux expansions du réseau de formation, neutralisée en partie par la baisse des charges financières liées à la dette à long terme du fait de la diminution du niveau d'emprunts durant la période.

Taux d'imposition effectif de 16 % pour le trimestre écoulé

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 10,4 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 16 %, par rapport à un taux d'imposition effectif négatif de 16 % au deuxième trimestre de l'exercice 2024. Le taux d'imposition effectif ajusté³ sur notre résultat net ajusté a été de 18 % pour le trimestre, comparativement à 1 % au deuxième trimestre de l'exercice 2024. L'augmentation du taux d'imposition effectif ajusté traduit essentiellement la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'actifs d'impôt différé non comptabilisés auparavant dans le cadre du regroupement prévu par la loi de certains établissements à l'étranger ainsi que la composition des revenus provenant de différents territoires pour l'exercice considéré.

Pour le premier semestre de l'exercice 2025, la charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 18,7 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 15 %, comparativement à un taux d'imposition effectif nul pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté sur notre résultat net ajusté s'est établi à 18 % pour le premier semestre de l'exercice 2025, comparativement à 7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif ajusté traduit essentiellement la comptabilisation d'actifs d'impôt différé non comptabilisés auparavant dans le cadre du regroupement prévu par la loi de certains établissements à l'étranger, ainsi que l'avantage fiscal découlant de la décision rendue par la cour de l'impôt à l'exercice précédent, facteurs neutralisés en partie par la composition des revenus provenant de différents territoires pour l'exercice considéré.

Au 30 septembre 2024, plusieurs pays où CAE exerce ses activités ont intégré l'impôt complémentaire minimum mondial en vertu des règles fiscales dans le cadre du Pilier deux aux lois de l'impôt de leur pays. Cette adoption n'a pas eu d'incidence importante sur notre charge d'impôt globale ni sur notre taux d'imposition effectif.

³ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

5.2 Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Coûts d'intégration et d'acquisition	2,2 \$	26,9 \$	11,5 \$	41,9 \$
Indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel	23,0	11,0	33,9	11,0
Pertes de valeur d'actifs non financiers – montant net	2,9	—	5,2	—
Autres coûts	2,8	—	5,9	—
Total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	30,9 \$	37,9 \$	56,5 \$	52,9 \$

Au quatrième trimestre de l'exercice 2024, nous avons annoncé que nous rationaliserions notre modèle d'exploitation et notre catalogue, optimiserions notre structure de coûts et créerions des gains d'efficacité. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, les coûts liés à ce programme de restructuration ont totalisé 25,8 millions \$ et comprennent des indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel de 20,6 millions \$ ainsi que des pertes de valeur d'actifs non financiers de 2,9 millions \$. Pour le semestre clos le 30 septembre 2024, les coûts liés à ce programme de restructuration ont totalisé 40,6 millions \$ et comprennent des indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel de 29,4 millions \$ ainsi que des pertes de valeur d'actifs non financiers de 5,2 millions \$. Les pertes de valeur d'actifs non financiers comprennent essentiellement des pertes de valeur d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'actifs au titre de droits d'utilisation liées à l'arrêt de certains produits offerts dans le secteur Aviation civile. Ce programme de restructuration a été achevé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2025.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2024, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition associés à l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre) au cours de l'exercice 2022 se sont élevés à 5,1 millions \$ et à 15,9 millions \$ (25,6 millions \$ et 38,5 millions \$ en 2023), respectivement. Les coûts d'intégration se rapportaient principalement à la migration de l'infrastructure TI. Les activités d'intégration liées à l'acquisition d'AirCentre ont été achevées au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2025.

5.3 Prises de commandes ajustées consolidées et carnet de commandes ajusté

Carnet de commandes ajusté⁴ en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2024	Semestre clos le 30 septembre 2024
Commandes engagées en début de période	9 722,7 \$	9 515,3 \$
+ prises de commandes ajustées ⁴	2 955,3	4 147,3
- produits des activités ordinaires	(1 136,6)	(2 209,1)
+/- ajustements	(8,9)	79,0
Commandes engagées en fin de période	11 532,5 \$	11 532,5 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	4 252,5	4 252,5
Commandes non financées et options	2 256,2	2 256,2
Carnet de commandes ajusté	18 041,2 \$	18 041,2 \$

Pour le trimestre considéré, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change et à la réévaluation de contrats d'exercices antérieurs.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁴ s'est établi à 2,60 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,57.

Pour le trimestre, des commandes de 220,1 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes d'un montant de 70,3 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

Programme de formation du personnel navigant de l'avenir (FPNA) du Canada

Au premier trimestre de l'exercice 2025, un montant de 4,7 milliards \$ a été ajouté au carnet de commandes des coentreprises au titre de la quote-part revenant à CAE de l'obtention par SkyAlyne, une coentreprise entre CAE et KF Aerospace, d'un contrat d'une durée de 25 ans pour le Programme de formation du personnel navigant de l'avenir (FPNA) du Canada, pour concevoir, développer et fournir un système complet d'entraînement et de soutien comprenant des vols réels, des simulations, de l'entraînement au sol et une série de fonctions de soutien en service.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2025, un montant de 1,7 milliard \$ a été ajouté aux prises de commandes ajustées par suite de l'obtention par CAE d'un contrat de sous-traitance de 25 ans accordé par SkyAlyne en soutien au programme FPNA. En vertu de ce contrat de sous-traitance, CAE élaborera et fournira initialement une gamme de simulateurs et de dispositifs de formation pour les diverses flottes d'aéronefs achetées dans le cadre du programme FPNA. Ces dispositifs d'entraînement devraient être livrés au cours des cinq prochaines années.

Le carnet de commandes des coentreprises est ajusté de manière à exclure toute partie des commandes qui ont été directement sous-traitées à une filiale de CAE, lesquelles sont déjà prises en compte dans la détermination des commandes engagées. En conséquence, un montant d'environ 850 millions \$ a été supprimé du carnet de commandes des coentreprises en raison du contrat de sous-traitance de 1,7 milliard \$ accordé à CAE par sa coentreprise SkyAlyne ce trimestre.

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

⁴ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

6. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre deux secteurs :

- Aviation civile;
- Défense et Sécurité.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires sectoriels et de notre résultat opérationnel sectoriel ajusté sont présentés en ordre de grandeur.

6.1 Aviation civile

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2025

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)	T2-2025	T1-2025	T4-2024	T3-2024	T2-2024
Produits des activités ordinaires	640,7	587,6	700,8	622,1	572,6 \$
Résultat opérationnel	94,7	89,8	147,0	101,0	88,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	115,9	106,4	191,4	124,2	114,3 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires⁵</i>	18,1	18,1	27,3	20,0	20,0 %
Dotation aux amortissements	74,7	73,3	69,9	70,7	65,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	37,0	71,7	58,0	65,9	37,5 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	17,2	22,7	33,1	21,9	22,7 \$
Capital utilisé ⁵	5 143,0	5 086,0	4 871,7	4 774,6	4 778,8 \$
Carnet de commandes ajusté	6 663,1	6 585,3	6 440,4	6 119,8	5 903,1 \$

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	276	279	279	275	268
FFS dans le réseau de CAE	355	349	343	336	331
Taux d'utilisation	70	76	78	76	71 %
FFS livrés	18	8	17	13	11

Produits des activités ordinaires en hausse de 12 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024

La hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024 découle surtout de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs du fait de l'augmentation des livraisons, de même que de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des services de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires du fait d'une combinaison plus favorable de ventes.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 228,3 millions \$, en hausse de 115,4 millions \$, ou 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation découle surtout de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs du fait de l'augmentation des livraisons, de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des services de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires du fait d'une combinaison plus favorable de ventes et de la hausse du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans notre réseau, de même que de l'incidence des variations du change sur la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires découlant des solutions axées sur les opérations aériennes du fait d'un niveau plus élevé de conversions aux logiciels SaaS.

Résultat opérationnel en hausse de 7 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 94,7 millions \$ (14,8 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 88,4 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024. Pour le trimestre, le résultat opérationnel inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 21,2 millions \$, par rapport à 25,9 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024.

⁵ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

La hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024 découle surtout de l'apport accru des ventes de simulateurs du fait de l'augmentation des livraisons, de l'apport accru des services de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires du fait d'une combinaison plus favorable des ventes et du repli des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. La hausse a été neutralisée en partie par l'apport moindre des services de formation dans le domaine de l'aviation commerciale du fait de la combinaison moins favorable des ventes et de la diminution du taux d'utilisation découlant de la réduction de la demande de formation initiale.

Le résultat opérationnel s'est établi à 184,5 millions \$ (15,0 % des produits des activités ordinaires) pour le premier semestre de l'exercice, soit 9,5 millions \$, ou 5 %, de moins que pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel de la période considérée inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 37,8 millions \$, comparativement à 39,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La baisse par rapport au premier semestre de l'exercice 2024 s'explique en grande partie par l'apport moindre des services de formation dans le domaine de l'aviation commerciale du fait de la combinaison moins favorable des ventes et de la diminution du taux d'utilisation découlant de la réduction de la demande de formation initiale et par l'apport moindre des solutions axées sur les opérations aériennes du fait d'un niveau plus élevé de conversions aux logiciels SaaS. La baisse a été neutralisée en partie par l'apport accru des ventes de simulateurs du fait de l'augmentation des livraisons, par l'apport accru des services de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires du fait d'une hausse du volume attribuable aux simulateurs récemment déployés dans notre réseau, par l'incidence des variations du change sur la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et par la baisse des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté stable par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024

Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 115,9 millions \$ (18,1 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 114,3 millions \$ (20,0 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024.

L'apport accru des ventes de simulateurs du fait de l'augmentation des livraisons et des services de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires du fait d'une combinaison plus favorable de ventes a été neutralisé par l'apport moindre des services de formation dans le domaine de l'aviation commerciale du fait de la combinaison moins favorable des ventes et de la diminution du taux d'utilisation découlant de la réduction de la demande de formation initiale.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 222,3 millions \$ (18,1 % des produits des activités ordinaires) pour le premier semestre de l'exercice, soit une baisse de 11,0 millions \$, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique en grande partie par l'apport moindre des services de formation dans le domaine de l'aviation commerciale du fait de la combinaison moins favorable des ventes et de la diminution du taux d'utilisation découlant de la réduction de la demande de formation initiale et par l'apport moindre des solutions axées sur les opérations aériennes du fait d'un niveau plus élevé de conversions aux logiciels SaaS. La baisse a été neutralisée en partie par l'apport accru des ventes de simulateurs du fait de l'augmentation des livraisons, par l'apport accru des services de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires découlant de l'augmentation du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans notre réseau et par l'incidence des variations du change sur la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 37,0 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 19,1 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 17,9 millions \$.

Capital utilisé en hausse de 57,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par l'incidence des variations du change et par l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Carnet de commandes ajusté stable par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2024	Semestre clos le 30 septembre 2024
Commandes engagées en début de période	6 344,7 \$	6 107,5 \$
+ prises de commandes ajustées	693,3	1 463,8
- produits des activités ordinaires	(640,7)	(1 228,3)
+/- ajustements	(5,8)	48,5
Commandes engagées en fin de période	6 391,5 \$	6 391,5 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	271,6	271,6
Carnet de commandes ajusté	6 663,1 \$	6 663,1 \$

Les prises de commandes ajustées comprennent des contrats portant sur la vente de 16 simulateurs de vol (FFS) au cours du trimestre, portant le total des commandes à 27 FFS pour le premier semestre de l'exercice.

Pour le trimestre considéré, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,08 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,23.

6.2 Défense et Sécurité**DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2025****RÉSULTATS FINANCIERS**

<i>(montants en millions)</i>	T2-2025	T1-2025	T4-2024	T3-2024	T2-2024
Produits des activités ordinaires	495,9	484,9	425,5	472,4	477,4 \$
Résultat opérationnel	23,4	18,8	(680,0)	20,6	9,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	33,1	27,8	(65,7)	20,9	21,3 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	6,7	5,7	—	4,4	4,5 %
Dotations aux amortissements	25,4	24,5	26,3	23,6	23,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	20,0	20,9	33,3	19,3	23,9 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	7,2	5,9	8,0	5,2	6,7 \$
Capital utilisé	2 035,1	2 110,0	2 041,2	2 627,0	2 697,4 \$
Carnet de commandes ajusté	11 378,1	10 392,6	5 743,5	5 626,5	5 870,0 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 4 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024 s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits tirés de nos programmes nord-américains et européens et par l'incidence du change sur la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 980,8 millions \$, en hausse de 31,7 millions \$, ou 3 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits tirés de nos programmes européens et par l'incidence du change sur la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Résultat opérationnel en hausse de 152 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 23,4 millions \$ (4,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 9,3 millions \$ (1,9 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024. Le résultat opérationnel enregistré pour le trimestre inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 9,7 millions \$, par rapport à 12,0 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024 s'explique en grande partie par l'augmentation de l'activité à l'égard de nos programmes nord-américains et européens ainsi que par leur rentabilité accrue et par la diminution des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Le résultat opérationnel s'est établi à 42,2 millions \$ (4,3 % des produits des activités ordinaires) pour le premier semestre de l'exercice, soit 10,2 millions \$ de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel de la période considérée inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 18,7 millions \$, comparativement à 13,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation par rapport au premier semestre de l'exercice 2024 s'explique en grande partie par la rentabilité accrue de nos programmes européens et nord-américains ainsi que de nos coentreprises, neutralisée en partie par l'augmentation des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 55 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024

Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 33,1 millions \$ (6,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 21,3 millions \$ (4,5 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2024 s'explique en grande partie par l'augmentation de l'activité à l'égard de nos programmes nord-américains et européens ainsi que par leur rentabilité accrue.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 60,9 millions \$ (6,2 % des produits des activités ordinaires) pour le premier semestre de l'exercice, soit une hausse de 15,3 millions \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par la rentabilité accrue de nos programmes européens et nord-américains ainsi que de nos coentreprises.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 20,0 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 17,3 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 2,7 millions \$.

Capital utilisé en baisse de 74,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par le recul de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, surtout du fait de la hausse des passifs sur contrat et de la diminution des actifs sur contrat et des stocks, ainsi que par l'incidence des variations du change.

Renseignements supplémentaires concernant les contrats du secteur Défense et Sécurité

Au sein du secteur Défense et Sécurité, nous avons certains contrats à prix fixe qui offrent certains avantages et gains d'efficacité potentiels, mais peuvent également être marqués par l'évolution défavorable des conditions économiques, y compris les perturbations inattendues de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes, la disponibilité de la main-d'œuvre et des difficultés d'exécution. Ces risques peuvent entraîner des dépassements de coûts et une réduction des marges bénéficiaires ou des pertes. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 10 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2024. Bien que ces risques puissent souvent être gérés ou atténués, il y avait huit anciens contrats distincts qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 ayant une structure de contrat à prix fixe, avec peu ou pas de disposition pour les hausses des coûts, et qui ont été plus lourdement touchés par ces risques (les « anciens contrats »). Au deuxième trimestre de l'exercice 2025, nous avons complété un des anciens contrats, et nous nous attendons à en faire de même avec deux autres anciens contrats d'ici la clôture de l'exercice considéré.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2025, l'exécution continue des anciens contrats a eu un effet dilutif d'environ 0,3 % sur la marge opérationnelle sectorielle ajustée du secteur Défense et Sécurité. La direction continue de suivre de près les anciens contrats restants en tant que groupe distinct et prendra les mesures qu'elle juge nécessaires pour réduire les pressions sur les coûts liés à ceux-ci dans l'avenir.

Carnet de commandes ajusté en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2024	Semestre clos le 30 septembre 2024
Commandes engagées en début de période	3 378,0 \$	3 407,8 \$
+ prises de commandes ajustées	2 262,0	2 683,5
- produits des activités ordinaires	(495,9)	(980,8)
+/- ajustements	(3,1)	30,5
Commandes engagées en fin de période	5 141,0 \$	5 141,0 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	3 980,9	3 980,9
Commandes non financées et options	2 256,2	2 256,2
Carnet de commandes ajusté	11 378,1 \$	11 378,1 \$

Pour le trimestre considéré, les ajustements sont principalement attribuables à la réévaluation de contrats d'exercices antérieurs.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 4,56. Pour les 12 derniers mois, il a été de 2,04.

Pour le trimestre, des commandes de 220,1 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes d'un montant de 70,3 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

Programme de formation du personnel navigant de l'avenir (FPNA) du Canada

Au premier trimestre de l'exercice 2025, un montant de 4,7 milliards \$ a été ajouté au carnet de commandes des coentreprises au titre de la quote-part revenant à CAE de l'obtention par SkyAlyne, une coentreprise entre CAE et KF Aerospace, d'un contrat d'une durée de 25 ans pour le programme FPNA, pour concevoir, développer et fournir un système complet d'entraînement et de soutien comprenant des vols réels, des simulations, de l'entraînement au sol et une série de fonctions de soutien en service.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2025, un montant de 1,7 milliard \$ a été ajouté aux prises de commandes ajustées par suite de l'obtention par CAE d'un contrat de sous-traitance de 25 ans accordé par SkyAlyne en soutien au programme FPNA. En vertu de ce contrat de sous-traitance, CAE élaborera et fournira initialement une gamme de simulateurs et de dispositifs de formation pour les diverses flottes d'aéronefs achetées dans le cadre du programme FPNA. Ces dispositifs d'entraînement devraient être livrés au cours des cinq prochaines années.

Le carnet de commandes des coentreprises est ajusté de manière à exclure toute partie des commandes qui ont été directement sous-traitées à une filiale de CAE, lesquelles sont déjà prises en compte dans la détermination des commandes engagées. En conséquence, un montant d'environ 850 millions \$ a été supprimé du carnet de commandes des coentreprises en raison du contrat de sous-traitance de 1,7 milliard \$ accordé à CAE par sa coentreprise SkyAlyne ce trimestre.

7. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étapes sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

7.1 Mouvements de trésorerie consolidés

(montants en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	117,6 \$	113,1 \$	244,8 \$	243,5 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	44,5	67,1	(95,6)	(112,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	162,1 \$	180,2 \$	149,2 \$	130,9 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁶	(20,6)	(22,9)	(40,5)	(58,6)
Dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles, exclusion faite des frais de développement inscrits à l'actif	(7,7)	(3,6)	(12,8)	(20,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,2	0,2	1,9	3,6
Produit net tiré des (paiements nets versés aux) participations mises en équivalence	0,3	(12,9)	0,4	(25,6)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	6,8	10,5	17,3	17,1
Autres activités d'investissement	(1,1)	(4,0)	(0,8)	(4,0)
Incidence des activités abandonnées	—	(0,1)	—	(5,5)
Flux de trésorerie disponibles ⁶	140,0 \$	147,4 \$	114,7 \$	37,1 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁶	(36,4)	(39,0)	(109,1)	(93,9)
Frais de développement inscrits à l'actif	(16,7)	(28,9)	(40,2)	(51,5)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	2,6	3,5	23,8	6,9
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(9,6)	—	(21,3)	—
Autres mouvements de trésorerie – montant net	—	2,7	—	2,7
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	5,3	1,1	9,2	(2,7)
Incidence des activités abandonnées	—	0,1	—	5,5
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	85,2 \$	86,9 \$	(22,9) \$	(95,9) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles de 162,1 millions \$ pour le trimestre

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles ont diminué de 18,1 millions \$ comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2024. La diminution s'explique essentiellement par l'apport moindre du fonds de roulement hors trésorerie.

Pour le premier semestre de l'exercice, les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont établis à 149,2 millions \$, soit 18,3 millions \$ de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles de 140,0 millions \$ pour le trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 7,4 millions \$ comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2024. La baisse s'explique essentiellement par l'apport moindre du fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par la baisse des paiements versés aux participations mises en équivalence.

Pour le premier semestre de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 114,7 millions \$, soit 77,6 millions \$ de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la baisse des paiements versés aux participations mises en équivalence, par le recul des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie et par la baisse des dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles, abstraction faite des frais de développement inscrits à l'actif.

⁶ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

8. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

8.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	Au 30 septembre 2024	Au 30 juin 2024	Au 31 mars 2024
Utilisation du capital⁷ :			
Actifs courants	2 113,6 \$	2 054,9 \$	2 006,5 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(179,7)	(143,2)	(160,1)
Passifs courants	(2 513,0)	(2 310,8)	(2 358,4)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	487,0	312,1	308,9
Fonds de roulement hors trésorerie ⁷	(92,1) \$	(87,0) \$	(203,1) \$
Immobilisations corporelles	2 623,0	2 579,6	2 515,6
Immobilisations incorporelles	3 279,0	3 294,1	3 271,9
Autres actifs non courants	2 111,2	2 128,3	2 040,1
Autres passifs non courants	(392,0)	(376,6)	(407,7)
Capital utilisé	7 529,1 \$	7 538,4 \$	7 216,8 \$
Provenance du capital⁷ :			
Partie courante de la dette à long terme	487,0 \$	312,1 \$	308,9 \$
Dette à long terme	2 757,6	2 960,8	2 765,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(179,7)	(143,2)	(160,1)
Dette nette ⁷	3 064,9 \$	3 129,7 \$	2 914,2 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 382,2	4 328,0	4 224,9
Participations ne donnant pas le contrôle	82,0	80,7	77,7
Capital utilisé	7 529,1 \$	7 538,4 \$	7 216,8 \$

Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté⁷

Le RCU ajusté s'est établi à 5,5 % pour le trimestre, par rapport à 7,1 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent et à 5,7 % au trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 5,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse est surtout attribuable à l'augmentation des passifs sur contrat, neutralisée en partie par le recul des passifs financiers dérivés.

Immobilisations corporelles en hausse de 43,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation s'explique en grande partie par les simulateurs récemment déployés en soutien à une expansion annoncée précédemment du réseau de formation, par l'incidence des variations du change et par les dépenses d'investissement en immobilisations en sus de la dotation aux amortissements.

Immobilisations incorporelles en baisse de 15,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique en grande partie par la dotation aux amortissements en sus des dépenses d'investissement en immobilisations et par l'incidence des variations du change.

Autres actifs non courants en baisse de 17,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse est essentiellement imputable à la diminution des actifs au titre des avantages du personnel, neutralisée en partie par la hausse des actifs d'impôt différé et des actifs au titre de droits d'utilisation.

Autres passifs non courants en hausse de 15,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des obligations au titre des avantages du personnel, qui s'explique en grande partie par la révision des hypothèses actuarielles ayant trait à l'expérience et par la diminution du taux d'actualisation utilisé pour déterminer nos obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies.

Dette totale en baisse de 28,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution de la dette totale s'explique en grande partie par les remboursements nets d'emprunts, neutralisés en partie par les ajouts et réévaluations d'obligations locatives en soutien aux expansions du réseau de formation.

⁷ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Dettes nettes en baisse de 64,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2024	Semestre clos le 30 septembre 2024
Dettes nettes en début de période	3 129,7 \$	2 914,2 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section 7.1 sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(85,2)	22,9
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	(18,9)	2,4
Variations des obligations locatives hors trésorerie	30,9	108,5
Autres	8,4	16,9
Variation de la dette nette pour la période	(64,8) \$	150,7 \$
Dettes nettes en fin de période	3 064,9 \$	3 064,9 \$

Mesures de la liquidité	Au 30 septembre 2024	Au 30 septembre 2023
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ⁸	40,7 %	40,3 %
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ⁸	15,05	3,55
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ⁸	3,25	3,25

Nous disposons d'une facilité de crédit renouvelable non garantie à taux variable engagée de 1,0 milliard \$ US, consentie par un consortium de prêteurs. En septembre 2024, nous avons reporté la date d'échéance de notre facilité de crédit renouvelable non garantie de 1,0 milliard \$ US jusqu'en septembre 2028. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit. Nous gérons une facilité d'achat de créances non engagée d'un maximum de 400,0 millions \$ US, en vertu de laquelle nous vendons des droits dans certaines de nos créances clients à des tiers pour une contrepartie en trésorerie. Cette facilité est reconduite chaque année.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le respect de clauses restrictives usuelles de nature financière. Au 30 septembre 2024, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Notation de crédit

Le 5 novembre 2024, S&P Global Ratings a confirmé la notation de crédit d'émetteur de BBB- de CAE mais a modifié la perspective de « stable » à « négative ».

Total des capitaux propres en hausse de 55,5 millions \$ pour le trimestre

La hausse des capitaux propres est essentiellement attribuable au résultat net réalisé pour le trimestre.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2024, nous avons au total 318 590 139 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 2 275,3 millions \$. Nous avons également 5 807 423 options en cours. Au 31 octobre 2024, nous avons un total de 318 593 484 actions ordinaires émises et en circulation, et 5 735 315 options étaient en cours.

Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 27 mai 2024, nous avons obtenu l'approbation réglementaire pour un programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant l'achat, à des fins d'annulation, de jusqu'à 15 932 187 actions ordinaires. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a débuté le 30 mai 2024 et se terminera le 29 mai 2025 ou à une date antérieure à laquelle la Société aura terminé ses achats ou choisi d'y mettre fin. Ces achats peuvent être effectués par l'entremise des installations de la TSX ou de la NYSE, ou de toute autre manière autorisée par les règles boursières et les lois sur les valeurs mobilières applicables, au cours du marché en vigueur au moment de l'acquisition, majoré des frais de courtage. Toutes les actions ordinaires achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2024, nous avons racheté et annulé un total de 392 730 actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au prix moyen pondéré de 24,43 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie totale de 9,6 millions \$.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2024, nous avons racheté et annulé un total de 856 230 actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au prix moyen pondéré de 24,85 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie totale de 21,3 millions \$.

⁸ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

8.2 Éventualités

Différend lié aux ajustements de prix finaux pour la vente de la division CAE Santé

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2024, nous avons clôturé la vente de notre division CAE Santé à Madison Industries. La contrepartie totale est soumise aux ajustements de prix postérieurs à la clôture, notamment au titre du fonds de roulement. Au moment de la publication des états financiers consolidés intermédiaires, nous avons un différend avec Madison Industries, qui réclame jusqu'à environ 60 millions \$ d'ajustements de prix finaux.

Bien qu'il ne soit pas possible de garantir qu'aucun montant ne sera payable à la suite de ce différend, aucun montant n'a été comptabilisé, au 30 septembre 2024, dans nos états financiers à l'égard de toute perte potentielle découlant de ce différend, car nous sommes d'avis qu'il existe de solides arguments de défense et nous défendrons vigoureusement notre position.

Procédure d'action collective

Le 16 juillet 2024, la Société a reçu signification du dépôt d'une demande d'autorisation d'intenter une action en vertu de l'article 225.4 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec) ainsi que d'une demande d'autorisation d'exercer une action collective contre la Société et certains de ses dirigeants devant la division de Montréal de la Cour supérieure du Québec. La demande et l'action, qui visent l'obtention de dommages-intérêts non spécifiés, sont intentées au nom d'acheteurs de nos actions ordinaires et elles se fondent sur des allégations selon lesquelles les défendeurs auraient fait des déclarations publiques fausses ou trompeuses.

Nous disposons d'arguments juridiques solides pour nous défendre dans le cadre de cette procédure et nous avons l'intention de nous défendre vigoureusement. Étant donné le statut préliminaire de la procédure et l'incertitude inhérente à tout litige, il n'est pas possible de prévoir l'issue finale ou le calendrier de cette procédure, ni de déterminer le montant des pertes potentielles pouvant en découler, le cas échéant. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée à l'égard de cette procédure dans nos états financiers.

Également en date du 16 juillet 2024, la Société et certains de ses dirigeants ont été désignés comme défendeurs dans le cadre d'une proposition d'action collective en valeurs mobilières intentée devant la cour de district des États-Unis pour le district sud de New York, basée sur des allégations semblables. Cette action a été volontairement abandonnée par le plaignant le 13 septembre 2024.

9. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2024, nous avons clôturé la vente de notre division CAE Santé à Madison Industries. Au moment de la publication des états financiers consolidés intermédiaires, nous avons un différend avec Madison Industries, qui réclame jusqu'à environ 60 millions \$ d'ajustements de prix finaux. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 8.2 « *Éventualités* » du présent rapport de gestion.

Le résultat net et les autres éléments du résultat global des activités abandonnées s'établissent comme suit :

(montants en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Produits des activités ordinaires	— \$	38,5 \$	— \$	80,9 \$
Charges	—	35,6	—	76,2
Résultat opérationnel	— \$	2,9 \$	— \$	4,7 \$
Charges financières	—	0,9	—	1,9
Résultat avant impôt sur le résultat	— \$	2,0 \$	— \$	2,8 \$
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	—	(0,2)	—	0,1
Résultat net des activités abandonnées	— \$	2,2 \$	— \$	2,7 \$

(montants en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Écart de conversion liés aux établissements à l'étranger	— \$	3,0 \$	— \$	1,4 \$
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées	— \$	3,0 \$	— \$	1,4 \$

Aucun montant de résultat net et d'autres éléments du résultat global des activités abandonnées n'est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les flux de trésorerie nets des activités abandonnées s'établissent comme suit :

(montants en millions)	Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023
Activités opérationnelles	— \$	5,9 \$
Activités d'investissement	—	(5,4)
Activités de financement	—	(0,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités abandonnées	— \$	(0,2) \$

10. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOS ACTIVITÉS

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun divers éléments de risque et d'incertitude, dont bon nombre pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, notre situation financière et nos résultats opérationnels et pourraient faire en sorte que les événements réels diffèrent sensiblement de ceux décrits dans nos énoncés prospectifs. Ces risques et incertitudes sont décrits à la section 10 du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2024, disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov). Ces risques et incertitudes, qui sont évalués chaque trimestre par la direction, n'ont pas changé de manière importante au cours de la période écoulée depuis le 31 mars 2024, à l'exception du risque « *Cours du marché et volatilité de nos actions ordinaires* » de la section 10.5 « *Risques financiers* » qui est révisé comme suit.

Cours du marché et volatilité de nos actions ordinaires

Le cours de nos actions ordinaires pourrait grandement fluctuer en raison de nombreux facteurs, dont bon nombre sont hors de notre contrôle et n'ont aucun lien avec notre rendement. Rien ne garantit que le cours des actions ordinaires ne subira pas d'importantes fluctuations dans l'avenir, y compris des fluctuations qui ne sont pas liées à notre rendement.

Des actions collectives en valeurs mobilières peuvent être intentées contre des sociétés à la suite de baisses importantes du cours de leurs titres. La Société est actuellement défenderesse dans une procédure d'action collective intentée par des actionnaires, alléguant une telle baisse du cours de nos actions ordinaires au premier trimestre de l'exercice 2025. Nous ne pouvons garantir que des litiges similaires ne surviendront pas dans l'avenir. La procédure en cours ainsi que toute procédure future du même ordre pourraient occasionner des frais considérables et détourner l'attention et les ressources de la direction, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats opérationnels et notre situation financière. En raison des incertitudes inhérentes aux litiges, il n'est pas possible a) de prédire l'issue de la procédure existante ni d'autres procédures connexes en général ou b) de déterminer le montant des pertes potentielles, le cas échéant, qui pourraient être subies dans le cadre d'un jugement définitif sur ces questions.

Nous maintenons une couverture d'assurance à l'égard de divers aspects de notre entreprise et de nos activités, y compris les litiges. Nos programmes d'assurance prévoient des limites et des plafonds de couverture variables, et les compagnies d'assurance pourraient refuser les demandes d'indemnisation que nous pourrions formuler. Veuillez vous reporter au risque « *Lacunes potentielles de la couverture d'assurance* » de la section 10.6 « *Risques légaux et réglementaires* » du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2024 pour de plus amples renseignements sur les risques associés à notre couverture d'assurance.

11. MESURES NON CONFORMES AUX IFRS, AUTRES MESURES FINANCIÈRES ET RENSEIGNEMENTS NON FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES

11.1 Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Une mesure financière non conforme aux IFRS s'entend de toute mesure financière qui représente notre performance financière, notre situation financière ou nos flux de trésorerie, et qui exclut un montant qui entre dans la composition de la mesure financière la plus directement comparable présentée dans nos états financiers ou comprend un montant qui en est exclu.

Un ratio non conforme aux IFRS s'entend de toute mesure financière qui est exprimée sous forme de ratio, de fraction, de pourcentage ou de représentation similaire, qui a au moins une mesure financière non conforme aux IFRS comme l'une de ses composantes.

Un total des mesures sectorielles s'entend de toute mesure financière qui est un sous-total ou le total d'au moins deux secteurs à présenter et qui est présentée dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés, mais n'est pas présentée dans nos états financiers de base.

Une mesure de gestion du capital s'entend de toute mesure financière qui vise à permettre à une personne physique d'évaluer les objectifs, les procédures et les processus que nous avons adoptés pour gérer notre capital et qui est présentée dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés, mais n'est pas présentée dans nos états financiers de base.

Une mesure financière supplémentaire s'entend de toute mesure financière qui représente notre performance financière, notre situation financière ou nos flux de trésorerie historiques ou attendus, qui n'est pas présentée dans nos états financiers de base et qui ne s'inscrit pas dans l'une des catégories précitées.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

MESURES DU RENDEMENT

Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge bénéficiaire brute est une mesure financière supplémentaire qui correspond à la marge brute divisée par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle. Veuillez vous reporter à la section 11.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 11.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour le calcul de cette mesure.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 11.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 11.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour le calcul de cette mesure.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie. Veuillez vous reporter à la section 11.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de ces mesures avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les dépenses en immobilisations incorporelles à l'exclusion des frais de développement inscrits à l'actif, les activités d'investissement sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements. Veuillez vous reporter à la section 7.1 « *Mouvements de trésorerie consolidés* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

MESURES DE LA LIQUIDITÉ ET DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente). Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation du capital :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt, des actifs au titre des avantages du personnel et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations au titre des redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Veillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dette nette

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Ratio de la dette nette sur les capitaux propres

Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres est une mesure de gestion du capital qui correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette. Nous l'utilisons pour gérer notre structure de capital et pour surveiller nos priorités en matière d'allocation de capital.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA (ou le BAIIA ajusté) des douze derniers mois. Nous utilisons le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette. Veuillez vous reporter à la section 11.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un calcul de ces mesures.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

MESURES DE LA CROISSANCE

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus, mais il exclut toute partie des commandes qui ont été directement sous-traitées à une filiale de CAE, lesquelles sont déjà prises en compte dans la détermination des commandes engagées;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

11.2 Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de FFS qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Par exemple, dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des FFS dans ce centre. Lorsqu'un FFS est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

11.3 Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>						
Résultat opérationnel	94,7 \$	88,4 \$	23,4 \$	9,3 \$	118,1 \$	97,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	21,2	25,9	9,7	12,0	30,9	37,9
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	115,9 \$	114,3 \$	33,1 \$	21,3 \$	149,0 \$	135,6 \$
<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>						
Résultat opérationnel	184,5 \$	194,0 \$	42,2 \$	32,0 \$	226,7 \$	226,0 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	37,8	39,3	18,7	13,6	56,5	52,9
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	222,3 \$	233,3 \$	60,9 \$	45,6 \$	283,2 \$	278,9 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	52,5 \$	58,4 \$	100,8 \$	123,7 \$
Résultat net des activités abandonnées	—	(2,2)	—	(2,7)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	23,7	29,0	43,2	40,5
Résultat net ajusté	76,2 \$	85,2 \$	144,0 \$	161,5 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	319,1	319,2	319,0	318,9
RPA ajusté	0,24 \$	0,26 \$	0,45 \$	0,51 \$

Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Résultat avant impôt sur le résultat	65,2 \$	50,6 \$	124,3 \$	125,8 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	30,9	37,9	56,5	52,9
Résultat avant impôt sur le résultat ajusté	96,1 \$	88,5 \$	180,8 \$	178,7 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	10,4 \$	(8,3) \$	18,7 \$	(0,4) \$
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	7,2	8,9	13,3	12,4
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	17,6 \$	0,6 \$	32,0 \$	12,0 \$
Taux d'imposition effectif	16 %	(16) %	15 %	— %
Taux d'imposition effectif ajusté	18 %	1 %	18 %	7 %

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 30 septembre	
	2024	2023
Résultat opérationnel	(184,7) \$	546,4 \$
Dotation aux amortissements	388,4	350,6
BAIIA	203,7 \$	897,0 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	135,0	72,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Perte de valeur du goodwill	568,0	—
Perte de valeur de technologies et d'autres actifs financiers	35,7	—
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	9,8
BAIIA ajusté	942,4 \$	979,7 \$
Dette nette	3 064,9 \$	3 184,5 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	15,05	3,55
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	3,25	3,25

12. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 5 novembre 2024, nous avons augmenté notre participation dans notre coentreprise existante SIMCOM Aviation Training (SIMCOM) en achetant une participation supplémentaire auprès de Volo Sicuro pour une contrepartie en espèces de 230 millions \$ US, sous réserve des ajustements d'usage, financée au moyen de notre facilité de crédit existante et de notre encaisse.

En conséquence, nous avons obtenu le contrôle des quatre centres de formation de SIMCOM situés aux États-Unis, dispensant de la formation aux pilotes au moyen de plusieurs plateformes d'aéronefs d'affaires. En outre, CAE et SIMCOM ont prolongé leur entente actuelle exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires avec Flexjet, LLC, une partie liée à Volo Sicuro, et les membres de son groupe pour une période de cinq ans, entraînant une période d'exclusivité restante de 15 ans.

Avant la transaction, notre participation de 50% dans SIMCOM a été comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

13. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées

Modifications d'IAS 1, Présentation des états financiers

En janvier 2020, l'IASB a publié une modification de portée limitée d'IAS 1 *Présentation des états financiers*, pour clarifier le fait que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants est en fonction des droits qui existent à la date de clôture. Le classement n'est pas influencé par les attentes quant à savoir si une entité exercera son droit de différer le règlement d'un passif ni par les événements postérieurs à la date de clôture. La modification clarifie également le sens donné au « règlement » d'un passif dans IAS 1.

En octobre 2022, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1 *Présentation des états financiers*, pour préciser qu'en ce qui concerne la dette à long terme, les clauses contractuelles devant être respectées après la date de clôture ne modifient pas le classement dans la tranche courante ou non courante à la date de clôture, mais que des informations sur ces clauses contractuelles doivent être communiquées dans les notes annexes.

Modifications d'IFRS 16, Contrats de location

En septembre 2022, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 16 *Contrats de location*, qui obligent le vendeur-preneur à évaluer ultérieurement les obligations locatives découlant d'une transaction de cession-bail de manière à ne comptabiliser aucun montant de gain ou de perte lié au droit d'utilisation qu'il conserve. Les nouvelles exigences n'empêchent pas le vendeur-preneur de comptabiliser en résultat tout gain ou perte lié à la résiliation partielle ou totale d'un contrat de location.

Modifications d'IAS 7, Tableau des flux de trésorerie et d'IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir

En mai 2023, l'IASB a publié des modifications d'IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie* et d'IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*, qui introduisent des exigences en matière d'informations à fournir afin d'améliorer la transparence entourant les accords de financement des fournisseurs et leur incidence sur les passifs, les flux de trésorerie et l'exposition au risque de liquidité d'une entité. Les modifications prévoient un allègement transitoire en vertu duquel une entité n'est pas tenue de fournir les informations autrement requises par les modifications, pour toute période intermédiaire dans l'exercice de la première application des modifications. Nous avons choisi d'appliquer l'allègement transitoire à nos états financiers consolidés intermédiaires.

Ces modifications de normes comptables ont été appliquées pour la première fois le 1^{er} avril 2024, mais n'ont pas eu d'incidence importante sur nos états financiers consolidés intermédiaires.

14. CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Société a établi et maintient des contrôles et procédures de communication de l'information élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information significative sur la Société est communiquée au président et chef de la direction et au chef de la direction financière par intérim par d'autres membres du personnel, en particulier pendant la période au cours de laquelle les documents annuels et intermédiaires sont établis, et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société conformément aux lois sur les valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par ces lois et les règlements d'application connexes.

Au 30 septembre 2024, la direction a évalué, sous la supervision et avec la participation du président et chef de la direction et du chef de la direction financière par intérim, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, au sens du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Rule 13(a)-15(e) prise en application de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée, et elle en est arrivée à la conclusion que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

En outre, la Société a établi et maintient un contrôle interne à l'égard de l'information financière, au sens du Règlement 52-109 et de la Rule 13(a)-15(f) prise en application de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est un processus conçu sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière par intérim et mis en œuvre par la direction et d'autres membres clés du personnel de CAE, pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS publiées par l'IASB. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. Toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

Il n'y a eu aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société survenue pendant le deuxième trimestre de l'exercice 2025 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

15. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action)	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2025					
Produits des activités ordinaires	1 072,5	1 136,6	1)	1)	2 209,1 \$
Résultat net	50,8	54,8	1)	1)	105,6 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	48,3	52,5	1)	1)	100,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	2,3	1)	1)	4,8 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,15	0,16	1)	1)	0,32 \$
RPA ajusté	0,21	0,24	1)	1)	0,45 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	318,6	318,7	1)	1)	318,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,8	319,1	1)	1)	319,0
Exercice 2024					
Produits des activités ordinaires	1 012,0	1 050,0	1 094,5	1 126,3	4 282,8 \$
Résultat net	67,8	61,1	59,1	(484,3)	(296,3) \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	64,8	56,2	58,4	(504,7)	(325,3) \$
Activités abandonnées	0,5	2,2	(1,9)	20,5	21,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	2,7	2,6	(0,1)	7,7 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,20	0,18	0,17	(1,52)	(0,95) \$
Activités poursuivies	0,20	0,17	0,18	(1,58)	(1,02) \$
Activités abandonnées	—	0,01	(0,01)	0,06	0,07 \$
RPA ajusté	0,24	0,26	0,24	0,12	0,87 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	318,0	318,2	318,3	318,3	318,2
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,8	319,2	319,1	318,3	318,2
Exercice 2023					
Produits des activités ordinaires	893,7	949,6	969,9	1 197,4	4 010,6 \$
Résultat net	3,7	46,3	80,0	101,9	231,9 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	6,8	44,2	76,0	93,6	220,6 \$
Activités abandonnées	(5,1)	0,3	2,1	4,8	2,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,0	1,8	1,9	3,5	9,2 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	—	0,14	0,25	0,31	0,70 \$
Activités poursuivies	0,02	0,14	0,24	0,29	0,69 \$
Activités abandonnées	(0,02)	—	0,01	0,02	0,01 \$
RPA ajusté	0,07	0,19	0,27	0,33	0,87 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	317,1	317,8	317,9	317,9	317,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,2	318,4	318,3	318,7	318,4

1) Non disponible.

État consolidé du résultat net

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
		2024	2023	2024	2023
Activités poursuivies					
Produits des activités ordinaires	3	1 136,6 \$	1 050,0 \$	2 209,1 \$	2 062,0 \$
Coût des ventes		845,5	765,3	1 639,3	1 491,6
Marge brute		291,1 \$	284,7 \$	569,8 \$	570,4 \$
Frais de recherche et de développement		37,2	33,3	73,1	70,0
Frais de vente, généraux et d'administration		127,6	132,3	261,1	256,0
Autres (profits) et pertes	4	(2,7)	(2,2)	(3,6)	(3,6)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	3	(20,0)	(14,3)	(44,0)	(30,9)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	5	30,9	37,9	56,5	52,9
Résultat opérationnel		118,1 \$	97,7 \$	226,7 \$	226,0 \$
Charges financières – montant net	6	52,9	47,1	102,4	100,2
Résultat avant impôt sur le résultat		65,2 \$	50,6 \$	124,3 \$	125,8 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		10,4	(8,3)	18,7	(0,4)
Résultat net des activités poursuivies		54,8 \$	58,9 \$	105,6 \$	126,2 \$
Résultat net des activités abandonnées	2	—	2,2	—	2,7
Résultat net		54,8 \$	61,1 \$	105,6 \$	128,9 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		52,5 \$	58,4 \$	100,8 \$	123,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2,3	2,7	4,8	5,2
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	8	0,16 \$	0,17 \$	0,32 \$	0,38 \$
De base et dilué – activités abandonnées	8	—	0,01	—	0,01

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
		2024	2023	2024	2023
Résultat net des activités poursuivies		54,8 \$	58,9 \$	105,6 \$	126,2 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net					
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger		15,4 \$	68,7 \$	66,9 \$	(27,5) \$
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net		24,4	(29,1)	5,3	(1,6)
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion		—	—	(0,1)	(0,1)
Gain (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net		5,7	(14,3)	(1,1)	(0,9)
Reclassement au résultat net de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie		1,6	2,5	4,9	3,1
Impôt sur le résultat		(1,1)	3,3	(2,1)	(4,0)
		46,0 \$	31,1 \$	73,8 \$	(31,0) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net					
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies		(56,5) \$	33,4 \$	(54,2) \$	12,0 \$
Impôt sur le résultat		15,0	(8,9)	14,4	(3,2)
		(41,5) \$	24,5 \$	(39,8) \$	8,8 \$
Autres éléments du résultat global des activités poursuivies					
Résultat net des activités abandonnées	2	—	2,2	—	2,7
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées	2	—	3,0	—	1,4
Total du résultat global		59,3 \$	119,7 \$	139,6 \$	108,1 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		56,9 \$	116,0 \$	134,2 \$	103,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2,4	3,7	5,4	4,9

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i>	30 septembre	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2024	2024
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	179,7 \$	160,1 \$
Créances clients	577,6	624,7
Actifs sur contrat	555,5	537,6
Stocks	633,8	573,6
Acomptes	86,0	68,0
Impôt sur le résultat à recouvrer	71,4	35,3
Actifs financiers dérivés	9,6	7,2
Total de l'actif courant	2 113,6 \$	2 006,5 \$
Immobilisations corporelles	2 623,0	2 515,6
Actifs au titre des droits d'utilisation	629,7	545,8
Immobilisations incorporelles	3 279,0	3 271,9
Investissement dans les participations mises en équivalence	622,2	588,8
Actifs au titre des avantages du personnel	11,9	65,7
Actifs d'impôt différé	256,3	233,3
Actifs financiers dérivés	6,8	4,2
Autres actifs non courants	584,3	602,3
Total de l'actif	10 126,8 \$	9 834,1 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	955,3 \$	1 035,3 \$
Provisions	47,3	42,6
Impôt sur le résultat à payer	29,5	31,1
Passifs sur contrat	978,0	911,7
Partie courante de la dette à long terme	487,0	308,9
Passifs financiers dérivés	15,9	28,8
Total du passif courant	2 513,0 \$	2 358,4 \$
Provisions	13,6	14,0
Dette à long terme	2 757,6	2 765,4
Obligations au titre des redevances	65,8	74,4
Obligations au titre des avantages du personnel	116,4	98,7
Passifs d'impôt différé	38,8	36,6
Passifs financiers dérivés	0,8	2,9
Autres passifs non courants	156,6	181,1
Total du passif	5 662,6 \$	5 531,5 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 275,3 \$	2 252,9 \$
Surplus d'apport	71,3	55,4
Cumul des autres éléments du résultat global	227,2	154,0
Résultats non distribués	1 808,4	1 762,6
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 382,2 \$	4 224,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	82,0	77,7
Total des capitaux propres	4 464,2 \$	4 302,6 \$
Total du passif et des capitaux propres	10 126,8 \$	9 834,1 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global		Participations ne donnant pas le contrôle			
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Total	Total des capitaux propres		
<i>Semestre clos le 30 septembre 2024</i> (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)									
Soldes au 31 mars 2024		318 312 233	2 252,9 \$	55,4 \$	154,0 \$	1 762,6 \$	4 224,9 \$	77,7 \$	4 302,6 \$
Résultat net		—	— \$	— \$	— \$	100,8 \$	100,8 \$	4,8 \$	105,6 \$
Autres éléments du résultat global		—	—	—	73,2	(39,8)	33,4	0,6	34,0
Total du résultat global		—	— \$	— \$	73,2 \$	61,0 \$	134,2 \$	5,4 \$	139,6 \$
Exercice d'options sur actions		1 092 050	27,3	(3,5)	—	—	23,8	—	23,8
Règlement des attributions réglées en instruments de capitaux propres		42 086	1,2	(1,2)	—	—	—	—	—
Rachat et annulation d'actions ordinaires	8	(856 230)	(6,1)	—	—	(15,2)	(21,3)	—	(21,3)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres		—	—	20,6	—	—	20,6	—	20,6
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	—	(1,1)	(1,1)
Soldes au 30 septembre 2024		318 590 139	2 275,3 \$	71,3 \$	227,2 \$	1 808,4 \$	4 382,2 \$	82,0 \$	4 464,2 \$
<i>Semestre clos le 30 septembre 2023</i> (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)									
Soldes au 31 mars 2023		317 906 290	2 243,6 \$	42,1 \$	167,2 \$	2 054,8 \$	4 507,7 \$	81,2 \$	4 588,9 \$
Résultat net		—	— \$	— \$	— \$	123,7 \$	123,7 \$	5,2 \$	128,9 \$
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(29,3)	8,8	(20,5)	(0,3)	(20,8)
Total du résultat global		—	— \$	— \$	(29,3) \$	132,5 \$	103,2 \$	4,9 \$	108,1 \$
Exercice d'options sur actions		364 268	8,2	(1,3)	—	—	6,9	—	6,9
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres		—	—	15,1	—	—	15,1	—	15,1
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	—	(3,1)	(3,1)
Soldes au 30 septembre 2023		318 270 558	2 251,8 \$	55,9 \$	137,9 \$	2 187,3 \$	4 632,9 \$	83,0 \$	4 715,9 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2024	2023
Activités opérationnelles			
Résultat net		105,6 \$	128,9 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements	3	197,9	183,4
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence		(44,0)	(30,9)
Impôt sur le résultat différé		(8,0)	(39,2)
Crédits d'impôt à l'investissement		(8,7)	(2,3)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres		20,6	15,1
Régimes de retraite à prestations définies		17,2	1,1
Autres passifs non courants		(4,7)	(4,8)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		(13,6)	(18,2)
Autres		(17,5)	10,4
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	9	(95,6)	(112,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		149,2 \$	130,9 \$
Activités d'investissement			
Dépenses en immobilisations corporelles	3	(149,6) \$	(152,5) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		1,9	3,6
Dépenses en immobilisations incorporelles	3	(53,0)	(72,3)
Paiements nets reçus des (versés aux) participations mises en équivalence		0,4	(25,6)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		17,3	17,1
Autres		(0,8)	(1,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(183,8) \$	(231,0) \$
Activités de financement			
Produit net tiré des (remboursement net sur les) prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables		87,0 \$	(279,5) \$
Produit tiré de la dette à long terme		19,5	417,5
Remboursement sur la dette à long terme		(36,3)	(33,5)
Remboursement sur les obligations locatives		(27,7)	(44,7)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires		23,8	6,9
Rachat et annulation d'actions ordinaires	8	(21,3)	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		45,0 \$	66,7 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		9,2 \$	(2,7) \$
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		19,6 \$	(36,1) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		160,1	217,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		179,7 \$	181,5 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes annexes

(Non audité)

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 12 novembre 2024.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

Nature des activités

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise de technologie, CAE tire parti des technologies numériques pour recréer le monde réel, déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique.

CAE inc. et ses filiales (CAE ou la Société) gèrent leurs activités en deux secteurs :

- (i) Aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des solutions axées sur les opérations aériennes;
- (ii) Défense et Sécurité – Un fournisseur mondial de solutions d'entraînement et de simulation évolutives, peu importe la plateforme, qui permettent et rehaussent la préparation et la sécurité des forces armées.

CAE inc. est constituée et établie au Canada et son siège social et sa principale place d'affaires sont situés au 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions ordinaires de CAE se négocient à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE).

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de la Société subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

L'entreprise, les produits des activités ordinaires et les flux de trésorerie de la Société sont tributaires de certaines tendances saisonnières. Dans le secteur de l'Aviation civile, le niveau de formation dispensé dépend de la disponibilité des pilotes à s'entraîner, qui tend à être inférieure au deuxième trimestre, ceux-ci effectuant plus d'heures de vol et consacrant moins de temps à la formation, entraînant ainsi une baisse des produits des activités ordinaires. Dans le secteur de la Défense et Sécurité, les produits des activités ordinaires et les encaissements ne sont pas aussi uniformes d'un trimestre à l'autre, les attributions de contrats et la disponibilité du financement étant touchées par les cycles budgétaires des clients.

Base d'établissement

Les méthodes comptables significatives appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, normes IFRS de comptabilité (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

Les états financiers consolidés de CAE inc. sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la société mère.

Chiffres comparatifs

Les montants comparatifs dans l'état consolidé du résultat net et l'état consolidé du résultat global ont été reclassés en raison de la présentation du secteur Santé en tant qu'activité abandonnée (note 2).

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers*

En janvier 2020, l'IASB a publié une modification de portée limitée d'IAS 1 *Présentation des états financiers*, pour clarifier le fait que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants est en fonction des droits qui existent à la date de clôture. Le classement n'est pas influencé par les attentes quant à savoir si une entité exercera son droit de différer le règlement d'un passif ni par les événements postérieurs à la date de clôture. La modification clarifie également le sens donné au « règlement » d'un passif dans IAS 1.

En octobre 2022, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1 *Présentation des états financiers*, pour préciser qu'en ce qui concerne la dette à long terme, les clauses contractuelles devant être respectées après la date de clôture ne modifient pas le classement dans la tranche courante ou non courante à la date de clôture, mais que des informations sur ces clauses contractuelles doivent être communiquées dans les notes annexes.

Modifications d'IFRS 16, *Contrats de location*

En septembre 2022, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 16 *Contrats de location*, qui obligent le vendeur-preneur à évaluer ultérieurement les obligations locatives découlant d'une transaction de cession-bail de manière à ne comptabiliser aucun montant de gain ou de perte lié au droit d'utilisation qu'il conserve. Les nouvelles exigences n'empêchent pas le vendeur-preneur de comptabiliser en résultat tout gain ou perte lié à la résiliation partielle ou totale d'un contrat de location.

Modifications d'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie* et d'IFRS 7, *Instruments financiers: Informations à fournir*

En mai 2023, l'IASB a publié des modifications d'IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie* et d'IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*, qui introduisent des exigences en matière d'informations à fournir afin d'améliorer la transparence entourant les accords de financement des fournisseurs et leur incidence sur les passifs, les flux de trésorerie et l'exposition au risque de liquidité d'une entité. Les modifications prévoient un allègement transitoire en vertu duquel une entité n'est pas tenue de fournir les informations autrement requises par les modifications, pour toute période intermédiaire dans l'exercice de la première application des modifications. La Société a choisi d'appliquer l'allègement transitoire à ses états financiers consolidés intermédiaires.

Ces modifications de normes comptables ont été appliquées pour la première fois le 1^{er} avril 2024, mais n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés intermédiaires et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2024.

NOTE 2 – ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2024, la Société a clôturé la vente de sa division CAE Santé à Madisons Industries. Au moment de la publication des états financiers consolidés intermédiaires, la Société a un différend avec Madison Industries, qui réclame jusqu'à environ 60 millions \$ d'ajustements de prix finaux. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la note 10.

Le résultat net et les autres éléments du résultat global des activités abandonnées s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Produits des activités ordinaires	— \$	38,5 \$	— \$	80,9 \$
Charges	—	35,6	—	76,2
Résultat opérationnel	— \$	2,9 \$	— \$	4,7 \$
Charges financières	—	0,9	—	1,9
Résultat avant impôt sur le résultat	— \$	2,0 \$	— \$	2,8 \$
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	—	(0,2)	—	0,1
Résultat net des activités abandonnées	— \$	2,2 \$	— \$	2,7 \$

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	— \$	3,0 \$	— \$	1,4 \$
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées	— \$	3,0 \$	— \$	1,4 \$

Aucun montant de résultat net et d'autres éléments du résultat global des activités abandonnées n'est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les flux de trésorerie nets des activités abandonnées s'établissent comme suit :

	Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023
Activités opérationnelles	— \$	5,9 \$
Activités d'investissement	—	(5,4)
Activités de financement	—	(0,7)
Flux de trésorerie nets des activités abandonnées	— \$	(0,2) \$

NOTE 3 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels principalement en fonction des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de deux secteurs : Aviation civile et Défense et Sécurité. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au principal décideur opérationnel.

La Société a décidé de ventiler les produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients par secteur d'activité, par produits et services et par secteur géographique, car elle estime que cette méthode décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits des activités ordinaires et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel sectoriel ajusté. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et d'autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Il donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement.

Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	Produits des activités ordinaires externes	640,7 \$	572,6 \$	495,9 \$	477,4 \$	1 136,6 \$
Dotations aux amortissements	74,7	65,2	25,4	23,2	100,1	88,4
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	15,8	11,2	4,2	3,1	20,0	14,3
Résultat opérationnel	95,1	88,4	23,0	9,3	118,1	97,7
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	115,9	114,3	33,1	21,3	149,0	135,6

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	Produits des activités ordinaires externes	1 228,3 \$	1 112,9 \$	980,8 \$	949,1 \$	2 209,1 \$
Dotations aux amortissements	148,0	131,4	49,9	46,8	197,9	178,2
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	34,1	24,9	9,9	6,0	44,0	30,9
Résultat opérationnel	184,9	194,0	41,8	32,0	226,7	226,0
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	222,3	233,3	60,9	45,6	283,2	278,9

Le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Résultat opérationnel	94,7 \$	88,4 \$	23,4 \$	9,3 \$	118,1 \$	97,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 5)	21,2	25,9	9,7	12,0	30,9	37,9
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	115,9 \$	114,3 \$	33,1 \$	21,3 \$	149,0 \$	135,6 \$

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Résultat opérationnel	184,5 \$	194,0 \$	42,2 \$	32,0 \$	226,7 \$	226,0 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 5)	37,8	39,3	18,7	13,6	56,5	52,9
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	222,3 \$	233,3 \$	60,9 \$	45,6 \$	283,2 \$	278,9 \$

Les dépenses d'investissement en immobilisations par secteur, qui prennent la forme de dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles (excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises), s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Aviation civile	54,2 \$	60,2 \$	148,6 \$	156,5 \$
Défense et Sécurité	27,2	30,6	54,0	62,9
Activités abandonnées (note 2)	—	3,6	—	5,4
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	81,4 \$	94,4 \$	202,6 \$	224,8 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les actifs au titre des droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles, l'investissement dans les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs non courants. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants.

Le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif s'établit comme suit :

	30 septembre	31 mars
	2024	2024
Actif utilisé		
Aviation civile	6 423,2 \$	6 131,8 \$
Défense et Sécurité	2 824,3	2 869,3
Actif non inclus dans l'actif utilisé par secteur	879,3	833,0
Total de l'actif	10 126,8 \$	9 834,1 \$
Passif utilisé		
Aviation civile	1 280,2 \$	1 260,1 \$
Défense et Sécurité	789,2	828,1
Passif non inclus dans le passif utilisé par secteur	3 593,2	3 443,3
Total du passif	5 662,6 \$	5 531,5 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Produits	460,4 \$	377,8 \$	872,2 \$	693,3 \$
Formation, logiciels et services	676,2	672,2	1 336,9	1 368,7
Total des produits des activités ordinaires externes	1 136,6 \$	1 050,0 \$	2 209,1 \$	2 062,0 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les produits des activités ordinaires sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, autres que les instruments financiers, les actifs d'impôt différé et les actifs au titre des avantages du personnel, sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des actifs, à l'exception du goodwill. Le goodwill est présenté par zone géographique en fonction de la répartition du prix d'acquisition connexe établie par la Société.

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Produits des activités ordinaires externes				
Canada	108,2 \$	98,9 \$	211,5 \$	210,7 \$
États-Unis	534,8	517,5	1 073,8	1 002,8
Royaume-Uni	71,3	63,2	139,5	125,4
Autres pays d'Amérique	48,0	22,4	74,6	46,4
Europe	152,1	157,0	302,6	319,6
Asie	194,2	152,6	327,7	281,0
Océanie et Afrique	28,0	38,4	79,4	76,1
	1 136,6 \$	1 050,0 \$	2 209,1 \$	2 062,0 \$

	30 septembre 2024	31 mars 2024
Actifs non courants autres que les instruments financiers, les actifs d'impôt différé et les actifs au titre des avantages du personnel		
Canada	1 545,7 \$	1 527,7 \$
États-Unis	3 629,3	3 623,5
Royaume-Uni	392,6	360,5
Autres pays d'Amérique	191,9	201,9
Europe	1 044,7	985,5
Asie	564,8	532,0
Océanie et Afrique	196,0	108,9
	7 565,0 \$	7 340,0 \$

NOTE 4 – AUTRES (PROFITS) ET PERTES

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
(Profit) perte sur les écarts de conversion – montant net	(1,2) \$	(0,4) \$	(2,0) \$	1,6 \$
Profit de règlement sur l'achat de rentes	—	—	—	(5,2)
Autres	(1,5)	(1,8)	(1,6)	—
Autres (profits) et pertes	(2,7) \$	(2,2) \$	(3,6) \$	(3,6) \$

NOTE 5 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Coûts d'intégration et d'acquisition	2,2 \$	26,9 \$	11,5 \$	41,9 \$
Indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel	23,0	11,0	33,9	11,0
Pertes de valeur d'actifs non financiers – montant net	2,9	—	5,2	—
Autres coûts	2,8	—	5,9	—
Total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	30,9 \$	37,9 \$	56,5 \$	52,9 \$

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2024, la Société a annoncé qu'elle rationalisera son modèle d'exploitation et son catalogue, optimisera sa structure de coûts et créera des gains d'efficacité. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, les coûts liés à ce programme de restructuration ont totalisé 25,8 millions \$ et comprennent des indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel de 20,6 millions \$ ainsi que des pertes de valeur d'actifs non financiers de 2,9 millions \$. Pour le semestre clos le 30 septembre 2024, les coûts liés à ce programme de restructuration ont totalisé 40,6 millions \$ et comprennent des indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel de 29,4 millions \$ ainsi que des pertes de valeur d'actifs non financiers de 5,2 millions \$. Les pertes de valeur d'actifs non financiers comprennent principalement les pertes de valeur d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'actifs au titre des droits d'utilisation, liées à l'arrêt de certains produits offerts dans le secteur Aviation civile. Ce programme de restructuration a été achevé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2025.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2024, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition associés à l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre) au cours de l'exercice 2022 se sont élevés à 5,1 millions \$ et à 15,9 millions \$ (2023 – 25,6 millions \$ et 38,5 millions \$), respectivement. Les activités d'intégration liées à l'acquisition d'AirCentre ont été achevées au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2025.

NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les obligations locatives)	38,8 \$	41,1 \$	75,8 \$	80,9 \$
Obligations locatives	10,4	5,8	19,0	11,7
Obligations au titre des redevances	1,5	1,7	2,9	3,3
Obligations au titre des avantages du personnel	0,2	0,5	0,3	0,8
Autres	8,7	4,0	17,4	15,2
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1,6)	(1,6)	(3,0)	(3,3)
Charges financières	58,0 \$	51,5 \$	112,4 \$	108,6 \$
Produits financiers :				
Prêts et investissement dans des contrats de location-financement	(3,5) \$	(2,5) \$	(6,9) \$	(5,2) \$
Autres	(1,6)	(1,9)	(3,1)	(3,2)
Produits financiers	(5,1) \$	(4,4) \$	(10,0) \$	(8,4) \$
Charges financières – montant net	52,9 \$	47,1 \$	102,4 \$	100,2 \$

Extension de la facilité de crédit renouvelable

En septembre 2024, la Société a reporté la date d'échéance de sa facilité de crédit renouvelable non garantie de 1,0 milliard \$ US jusqu'en septembre 2028.

NOTE 7 – IMPÔT MINIMUM MONDIAL (PILIER DEUX)

Au 30 septembre 2024, plusieurs pays où la Société exerce ses activités ont intégré l'impôt complémentaire minimum mondial en vertu des règles fiscales dans le cadre du Pilier deux aux lois de l'impôt de leur pays. L'impôt complémentaire est lié aux activités de la Société aux Émirats arabes unis et en Hongrie, où les taux d'imposition statutaires sont inférieurs au 15 % déterminé par les règles du Pilier deux. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2024, la Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat liée à l'impôt du Pilier deux de 0,6 million \$ et de 1,3 million \$ respectivement. La Société a appliqué une exception temporaire obligatoire pour comptabiliser et fournir des informations sur les actifs et passifs d'impôt différés provenant de juridictions mettant en œuvre les règles de l'impôt minimum mondial.

NOTE 8 – CAPITAL-ACTIONS ET RÉSULTAT PAR ACTION

Capital-actions

Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 27 mai 2024, la Société a obtenu l'approbation réglementaire pour un programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant l'achat, à des fins d'annulation, de jusqu'à 15 932 187 de ses actions ordinaires. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a débuté le 30 mai 2024 et se terminera le 29 mai 2025 ou à une date antérieure à laquelle la Société aura terminé ses achats ou choisi d'y mettre fin. Ces achats peuvent être effectués par l'entremise des installations de la TSX ou de la NYSE, ou de toute autre manière autorisée par les règles boursières et les lois sur les valeurs mobilières applicables, au cours du marché en vigueur au moment de l'acquisition, majoré des frais de courtage. Toutes les actions ordinaires achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2024, la Société a racheté et annulé un total de 392 730 actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au prix moyen pondéré de 24,43 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie totale de 9,6 millions \$. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2024, la Société a racheté et annulé un total de 856 230 actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au prix moyen pondéré de 24,85 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie totale de 21,3 millions \$.

Calcul du résultat par action

Les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	318 675 947	318 186 798	318 653 178	318 090 913
Effet dilutif des options sur actions et des autres paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	385 375	978 796	336 715	836 098
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	319 061 322	319 165 594	318 989 893	318 927 011

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, des options sur actions visant l'acquisition de 4 250 579 actions ordinaires (2023 – 2 091 379) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif. Pour le semestre clos le 30 septembre 2024, des options sur actions visant l'acquisition de 3 498 598 actions ordinaires (2023 – 2 091 379) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif.

NOTE 9 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations du fonds de roulement hors trésorerie s'établissent comme suit :

	Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023
Créances clients	67,3 \$	(31,9) \$
Actifs sur contrat	(4,4)	37,9
Stocks	(52,1)	(82,2)
Acomptes	(19,5)	(17,0)
Impôt sur le résultat	(38,1)	4,7
Dettes fournisseurs et charges à payer	(106,1)	(30,2)
Provisions	4,3	(2,3)
Passifs sur contrat	53,0	8,4
	(95,6) \$	(112,6) \$

Information supplémentaire :

	Semestres clos les 30 septembre	
	2024	2023
Intérêts payés	104,8 \$	97,0 \$
Intérêts reçus	9,6	8,3
Impôt sur le résultat payé	58,8	39,6

NOTE 10 – ÉVENTUALITÉS

Différend lié aux ajustements de prix finaux pour la vente de la division CAE Santé

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2024, la Société a clôturé la vente de sa division CAE Santé à Madisons Industries. La contrepartie totale est soumise aux ajustements de prix postérieurs à la clôture, notamment au titre du fonds de roulement. Au moment de la publication des états financiers consolidés intermédiaires, la Société a un différend avec Madison Industries, qui réclame jusqu'à environ 60 millions \$ d'ajustements de prix finaux.

Bien qu'il ne soit pas possible de garantir qu'aucun montant ne sera payable par la Société à la suite de ce différend, aucun montant n'a été comptabilisé, au 30 septembre 2024, dans les états financiers de la Société à l'égard de toute perte potentielle découlant de ce différend, car la Société est d'avis qu'il existe de solides arguments de défense et elle défendra vigoureusement sa position.

Procédure d'action collective

Le 16 juillet 2024, la Société a reçu signification du dépôt d'une demande d'autorisation d'intenter une action en vertu de l'article 225.4 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec) ainsi que d'une demande d'autorisation d'exercer une action collective contre la Société et certains de ses dirigeants devant la division de Montréal de la Cour supérieure du Québec. La demande et l'action, qui visent l'obtention de dommages-intérêts non spécifiés, sont intentées au nom d'acheteurs des actions ordinaires de la Société et elles se fondent sur des allégations selon lesquelles les défendeurs auraient fait des déclarations publiques fausses ou trompeuses.

La Société dispose d'arguments juridiques solides pour se défendre dans le cadre de cette procédure et elle a l'intention de se défendre vigoureusement. Étant donné le statut préliminaire de cette procédure et l'incertitude inhérente à tout litige, il n'est pas possible de prévoir l'issue finale ou le calendrier de cette procédure, ni de déterminer le montant des pertes potentielles pouvant en découler, le cas échéant. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée à l'égard de cette procédure dans les états financiers de la Société.

Également en date du 16 juillet 2024, la Société et certains de ses dirigeants ont été désignés comme défendeurs dans le cadre d'une proposition d'action collective en valeurs mobilières intentée devant la cour de district des États-Unis pour le district sud de New York, basée sur des allégations semblables. Cette action a été volontairement abandonnée par le plaignant le 13 septembre 2024.

NOTE 11 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des données de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur des placements en instruments de capitaux propres dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme, des obligations au titre des redevances et des autres passifs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés aux taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit :

	Niveau	30 septembre 2024		31 mars 2024	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs (passifs) financiers évalués à la JVRN					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	179,7 \$	179,7 \$	160,1 \$	160,1 \$
Swaps sur actions	Niveau 2	(8,0)	(8,0)	(15,8)	(15,8)
Contrats de change à terme	Niveau 2	0,5	0,5	(0,6)	(0,6)
Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture					
Swaps de devises et de taux d'intérêts	Niveau 2	6,3	6,3	4,8	4,8
Contrats de change à terme	Niveau 2	0,9	0,9	(8,7)	(8,7)
Actifs (passifs) financiers évalués au coût amorti					
Créances clients ⁽¹⁾	Niveau 2	520,9	520,9	570,8	570,8
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	141,7	138,5	147,9	140,3
Autres actifs non courants ⁽²⁾	Niveau 2	46,6	46,6	47,0	47,0
Dettes fournisseurs et charges à payer ⁽³⁾	Niveau 2	(761,3)	(761,3)	(775,8)	(775,8)
Total de la dette à long terme ⁽⁴⁾	Niveau 2	(2 611,3)	(2 643,3)	(2 529,9)	(2 524,4)
Autres passifs non courants ⁽⁵⁾	Niveau 2	(80,4)	(75,2)	(87,1)	(78,0)
Actifs financiers évalués à la JVAERG					
Placements en actions	Niveau 3	1,4	1,4	1,4	1,4
		(2 563,0) \$	(2 593,0) \$	(2 485,9) \$	(2 478,9) \$

⁽¹⁾ Comprend les créances clients, les créances courues et d'autres montants à recevoir.

⁽²⁾ Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

⁽³⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁽⁴⁾ Compte non tenu des obligations locatives. La valeur comptable de la dette à long terme exclut les coûts de transaction.

⁽⁵⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2024, il n'y a pas eu de changements importants dans les instruments financiers de niveau 3.

NOTE 12 – ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 5 novembre 2024, la Société a augmenté sa participation dans sa coentreprise existante SIMCOM Aviation Training (SIMCOM) en achetant une participation supplémentaire auprès de Volo Sicuro pour une contrepartie en espèces de 230 millions \$ US, sous réserve des ajustements d'usage, financée au moyen de la facilité de crédit existante et de l'encaisse de la Société.

En conséquence, la Société a obtenu le contrôle des quatre centres de formation de SIMCOM situés aux États-Unis, dispensant de la formation aux pilotes au moyen de plusieurs plateformes d'aéronefs d'affaires. En outre, CAE et SIMCOM ont prolongé leur entente actuelle exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires avec Flexjet, LLC, une partie liée à Volo Sicuro, et les membres de son groupe pour une période de cinq ans, entraînant une période d'exclusivité restante de 15 ans.

Avant la transaction, la participation de 50% de la Société dans SIMCOM a été comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

